

# CODES ET LOIS

Droit Public - Droit Privé

## Sommaire

- > L'invité de CODES ET LOIS p. 3  
*Interview de Pascal Kamina*
- > Panorama législatif p. 5
- > Calendrier CODES ET LOIS p. 30
- > Codes et codification p. 31

# CAHIER LÉGISLATIF

Supplément n° 244

## ÉDITORIAL

La complexité de la législation et la prolifération de textes relèveraient d'un « mal français ».

Si l'on constate sur le premier semestre 2009, un net recul des lois par rapport à l'année 2008, de l'ordre de - 38 %, il se voit largement compensé par une forte augmentation du nombre d'ordonnances de près de 80 %, et une augmentation de 4,5 % du volume papier du *Journal officiel*. Mais ce n'est pas tant par la maîtrise de l'inflation législative qu'en poursuivant l'effort de simplification et de codification, que le législateur s'emploie à restaurer la qualité du droit.

Enregistrée à la Présidence de l'Assemblée nationale le 7 août dernier, la nouvelle proposition de loi de simplification du droit, troisième de cette législature, entend notamment résoudre « *certaines difficultés liées à une incertitude pesant sur l'établissement du droit applicable* ». C'est à ce titre que la future loi devrait lever toute équivoque en remplaçant l'article 14 de la loi sur la presse du 29 juillet 1881 relatif à l'interdiction de journaux étrangers.

Le Conseil d'État avait annulé le rejet de la demande d'abrogation d'un décret-loi du 6 mai 1939 relatif au contrôle de la presse étrangère, dont résultaient les dispositions de l'article 14, au motif qu'il méconnaissait l'article 10 de la CESDH et enjoint le Premier ministre d'abroger ledit décret-loi : *CE n° 243634, 7 févr. 2003, GISTI*. La question s'est alors posée des effets de cette abrogation par le décret n° 2004-1044 du 4 octobre 2004 sur la loi de 1881, et a donné lieu à d'importantes divergences doctrinales, certains auteurs considérant que l'abrogation d'un texte modificatif ne saurait avoir aucun effet sur le texte antérieurement modifié, d'autres estimant que l'article 14 serait indirectement mais purement et simplement abrogé, d'autres encore n'hésitant pas à affirmer que le texte serait rétabli dans sa version antérieure au décret-loi de 1939...

De là une vraie « incertitude sur l'établissement du droit applicable », aggravée par la nature réglementaire du décret-loi, faute de ratification législative.

La Rédaction.

# LITEC PROFESSIONNELS, L'ALLIANCE DU DROIT ET DE LA PRATIQUE



## À PARAÎTRE DANS CETTE COLLECTION

Le **Droit du cinéma** par **Me Pascal Kamina**, avocat au barreau de Paris et maître de conférences à l'université de Poitiers.

Cet ouvrage pratique offre une étude complète de la réglementation cinématographique au regard des dernières actualités.



TOUTES VOS SOLUTIONS D'INFORMATION ET DE GESTION

Recherche et  
Information

Solutions de  
Gestion Métier

Gestion  
du Risque

Développement  
de Clientèle



LexisNexis®  
Litec

# L'invité de CODES ET LOIS

## Entretien avec Maître Pascal Kamina,

avocat au barreau de Paris,

maître de conférences à l'université de Poitiers

*Prise sur habilitation de la loi audiovisuel n° 2009-258 du 5 mars 2009, l'ordonnance n° 2009-901 du 24 juillet dernier vise à la modernisation et à la recodification du droit du cinéma.*

*Ainsi le nouveau « Code du cinéma et de l'image animée » se substitue au Code de l'industrie cinématographique datant de 1956. Maître Pascal Kamina, spécialiste du droit de l'audiovisuel, a accepté de répondre aux questions du Cahier Législatif sur cette actualité.*

### CAHIER LÉGISLATIF : Fallait-il recodifier le droit du cinéma et quelle est la portée de cette réforme ?

**P. Kamina :** C'est la plus importante réforme du droit du cinéma depuis 1956. Elle va au-delà d'une simple codification des textes existants. Elle porte sur plusieurs points.

Elle réforme tout d'abord le Centre national de la cinématographie, qui devient le Centre national de l'image et de l'image animée (pour plus de commodité je continuerai d'utiliser le sigle « CNC »). Ce changement de dénomination confirme l'extension des missions du CNC au-delà de la seule sphère cinématographique, dans le domaine du numérique et du multimédia.

Les missions du centre sont étendues et renforcées : on notera notamment un renforcement du pouvoir de contrôle des recettes d'exploitation des exploitants d'établissement de spectacles cinématographiques et des éditeurs vidéo, ou la nouvelle mission de « participation à la lutte contre la contrefaçon des œuvres cinématographiques, audiovisuelles et multimédia ».

Un point important de la réforme porte sur la gouvernance du CNC. Le CNC est une institution très particulière. Il a été créé en 1946, et ne correspond pas aux modèles des autorités administratives indépendantes utilisées pour réglementer d'autres secteurs de la communication (CSA, ARCEP, CNIL, etc.). Il ne s'agit d'ailleurs pas d'une autorité administrative indépendante, mais d'un établissement public sous tutelle, doté de l'autonomie financière. En outre, à la différence d'autres institutions du secteur de la communication, le CNC disposait jusqu'à présent d'un pouvoir réglementaire propre lié à l'exécution de sa mission, qui a donné lieu à de nombreuses décisions réglementaires organisant les professions et le secteur de la cinématographie, à la portée quelquefois importante (notamment régissant certains contrats). Cela n'allait pas sans poser des problèmes d'accessibilité et de hiérarchie des normes.

Enfin, le centre était jusqu'à présent dirigé par un directeur général exerçant de nombreuses attributions, sans conseil d'administration, contrairement à la situation habituelle des établissements publics.

L'ordonnance du 24 juillet 2009 a profondément modifié ce schéma.

Si la nature juridique du CNC ne change pas, sa gouvernance est « modernisée ». Le directeur général du centre devient président du centre et un conseil d'administration est institué. Le président conserve des pouvoirs propres importants, précisément définis par le code. Mais, par exemple, la détermination des conditions générales d'attribution des soutiens financiers est confiée au conseil d'administration. De manière plus générale une distinction est faite entre les missions exercées par l'établissement public en qualité d'opérateur de l'État, sous la tutelle du ministre chargé de la culture et les prérogatives de puissance publique exercées, à titre personnel, par son président (cette fois sous l'autorité directe du ministre chargé de la culture).

De même, l'autonomie financière du centre est renforcée par l'affectation directe des taxes finançant les soutiens, et par le recouvrement direct, par le centre, de la taxe sur les éditeurs et distributeurs de services de télévision.

En outre, le pouvoir réglementaire propre du CNC disparaît. Les principales décisions réglementaires prises par l'ancien CNC sont abrogées et sont, soit remplacées par des dispositions légales intégrées au nouveau code, soit destinées à être remplacées par décret.

Ce qui nous amène au deuxième aspect de la réforme, qui concerne le droit substantiel. Comme je l'ai indiqué, la codification n'est pas uniquement une codification à droit constant.

Une des réformes principales concerne l'organisation des professions cinématographiques, et plus précisément les autorisations d'exercices et cartes professionnelles (les premières étant partiellement et les secondes totalement supprimées).

Les nouveaux textes portent également sur la régulation de la diffusion cinématographique (engagements de programmation, pouvoirs du médiateur du cinéma, formules d'abonnement).

Par contre les dispositions concernant les registres de la cinématographie et de l'audiovisuel ne sont pas (ou très peu) modifiées. J'ai cependant pu relever quelques modifications, notamment portant sur l'extension du mécanisme des registres aux œuvres audiovisuelles, dont il faudra évaluer les conséquences.

À noter que plusieurs décrets doivent encore être pris pour compléter la réforme, et que, dans cette attente, les dispositions transitoires de l'ordonnance adaptent ou laissent subsister certains textes antérieurs.

### C.L. : Pourquoi ne pas avoir transformé le CNC en autorité administrative indépendante ?

**P. Kamina :** Ce choix s'explique sans doute par des raisons historiques et par la nécessité d'un contrôle strict de l'État sur l'industrie cinématographique et les investissements qu'elle génère. L'absence d'enjeux de libertés publiques aussi importants qu'en matière « audiovisuelle » (sous réserve de la question des visas), justifie peut-être également de ne pas recourir à la formule de l'autorité administrative indépendante.

### C.L. : Au-delà des réformes mentionnées, un nouveau code était-il indispensable ?

**P. Kamina :** Oui très certainement. L'ancien Code de l'industrie cinématographique n'avait de code que le nom. Il contenait très peu d'articles (98 articles) et des pans entiers de la réglementation n'avaient pas été codifiés : dépôt légal, taxes alimentant le régime de soutien

# L'invité de CODES ET LOIS

financier, contrôle sur la production et l'exploitation des vidéos, etc. Il fallait donc le réécrire.

## **C.L. : Pourquoi ne pas avoir regroupé les dispositions relatives au cinéma dans le cadre d'un code, plus large, de la communication ?**

**P. Kamina :** Il est vrai que plusieurs projets de Code de la communication, incluant le droit du cinéma, ont été proposés. Un projet de loi portant Code de la communication et du cinéma a même ainsi été déposé au Sénat en 1996, qui regroupait dans son livre VI la réglementation applicable au cinéma. Toutefois, ce projet n'a pas été inscrit à l'ordre du jour et n'a jamais été repris.

Pour répondre plus précisément à votre question, je dirais qu'une codification du droit de la communication, même à droit constant, pose de nombreux problèmes : frontières du droit de la communication (doit-on y inclure la réglementation des réseaux, de la publicité, les mesures fiscales, le régime de responsabilité ?), existence de codifications particulières (Code de la propriété intellectuelle, Code de la consommation, Code des communications électroniques), etc.

Une codification classique nécessiterait un travail de synthèse extrêmement long et complexe. Une telle « mise à plat » risquerait également de bouleverser les équilibres particulièrement délicats de ce secteur d'activité.

## **C.L. : Comment analysez-vous la suppression des sanctions pénales au profit de sanctions administratives en matière de contrôle des recettes d'exploitation ?**

**P. Kamina :** Je pense qu'elle s'intègre dans le processus actuel de dépenalisation du droit des affaires. En toute hypothèse je ne pense pas qu'il y ait eu de la part des différentes institutions concernées une volonté très forte de mettre en œuvre les sanctions pénales existantes. D'ailleurs les actions pénales sont rares dans le domaine de la cinématographie. Reste à voir l'usage qui sera fait des sanctions administratives.

## **C.L. : La suppression partielle du système d'autorisation d'exercice pour les intervenants de la filière cinématographique et des cartes professionnelles pour les techniciens correspond-elle à une réelle dérégulation du secteur ?**

**P. Kamina :** Sans doute. On peut également parler de modernisation. S'agissant des cartes professionnelles, je rappelle que leur exigence a été régulièrement remise en cause, y compris par les professionnels.

Ce mécanisme régulateur de l'accès à l'emploi présentait en effet de nombreux inconvénients, compte tenu de l'évolution des métiers et des difficultés à la gérer avec la rigueur nécessaire : les cartes étaient délivrées à vie, et ne reflétaient pas nécessairement l'activité réelle de leur titulaire (celui-ci ayant pu cesser son activité ou pouvant posséder plusieurs cartes et n'exercer qu'une seule des professions visées) ; en outre la réglementation était quelques fois contournée par l'usage de prénoms ; et plus généralement, elle limitait de manière injustifiée l'accès à l'emploi dans le secteur pour des nouveaux entrants ainsi que la liberté du producteur de choisir ses employés. À cela s'ajoutaient des problèmes de compatibilité avec le droit communautaire...

## **C.L. : Vous préparez actuellement un ouvrage sur le droit du cinéma à paraître prochainement ...**

**P. Kamina :** Oui, dans la collection Litec professionnel, et comme vous l'imaginez, je me vois contraint de le mettre à jour avant même sa première publication ! Il existe plusieurs ouvrages remarquables sur le droit de la cinématographie ou sur certains aspects de la réglementation. J'essaie pour ma part d'écrire un ouvrage très pratique et très complet, couvrant tous les aspects de la réglementation cinématographique, destiné aux praticiens. C'est d'ailleurs l'ambition de cette collection. Idéalement, celui que je pourrai utiliser dans ma pratique quotidienne...

Propos recueillis le 20 août 2009.

## CODE DU TRAVAIL 2010

ÉDITION ANNOTÉE

Par **Bernard Teysié**, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II),  
président honoraire de l'université



Le **Code du travail 2010 LITEC**, enrichi d'un panorama jurisprudentiel et de nombreuses références bibliographiques, propose une navigation aisée dans la législation sociale grâce à son CD-Rom\* permettant d'avoir une vision précise de la concordance entre l'ancienne et la nouvelle numérotation.

**À jour au 1er juillet 2009** intégrant :

- Loi du 13 mai 2009, de simplification et de clarification et d'allègement des procédures
- Décrets du 30 mars 2009, portant diverses mesures en faveur des revenus du travail

\* CD-Rom joint : ancien et nouveau Code du travail avec liens et table de concordance

LexisNexis®  
LITEC

RCS PARIS 552 029 431



# Panorama CODES ET LOIS

La mise à jour n° 244 intègre les textes parus au *Journal officiel* du 16 avril au 5 juillet 2009.

## AVRIL 2009

**L.O. n° 2009-403, 15 avr. 2009,**  
**relative à l'application des articles 34-1, 39**  
**et 44 de la Constitution**  
(*JO 16 avr. 2009*)

► **Modifiant :**

Code de la sécurité sociale ; L.O. n° 2001-692, 1<sup>er</sup> août 2001 ; Ord. n° 58-1067, 7 nov. 1958

**Mots-clés :**

**Institutions - Droit parlementaire /** Procédure législative

**Bibliographie :**

- *M. Verpeaux, Le nouveau droit parlementaire est arrivé. - À propos de la loi organique du 15 avril 2009 : JCP G 2009, 144*

- *Circulaire relative à la nouvelle procédure législative adressée au Gouvernement : JCP A 2009, act. 539*

**À noter :**

Le Conseil constitutionnel a jugé contraires à la Constitution certaines dispositions de la loi, sous les réserves énoncées aux considérants 15, 17, 21 et 29. Les autres dispositions de la loi ont été déclarées conformes à la Constitution (*Cons. const. n° 2009-579 DC, 9 avr. 2009 : JO 16 avr. 2009*)

**Voir aussi :**

- Circulaire 15 avr. 2009 relative à la mise en œuvre de la révision constitutionnelle (procédure législative)

**D. n° 2009-404, 15 avr. 2009**  
(*JO 16 avr. 2009*)

► **Modifiant :**

Code de l'action sociale et des familles ; Code de la consommation ; Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; Code monétaire et financier ; Code rural ; Code de la sécurité sociale ; Code du travail ; D. n° 54-883, 2 sept. 1954 ; D. n° 91-1266, 19 déc. 1991 ; D. 92-755, 31 juill. 1992 ; D. n° 2009-30, 9 janv. 2009

► **Abrogeant :**

D. n° 2007-1392, 28 sept. 2007 ; D. n° 2007-1433, 5 oct. 2007

**Mots-clés :**

**Action sociale /** Revenu de solidarité active

**Bibliographie :**

- *T. Tauran, Incidences sur les exploitants et salariés agricoles de la mise en place du revenu de solidarité active : RD rur. 2009, alerte 49*

- *Mise en œuvre du RSA : décret d'application : JCP S 2009, 1208*

- *Mise en œuvre du RSA : JCP S 2009, act. 210*

- *Modalités de mise en œuvre du RSA : D.O Actualité 16/2009, n° 11*

- *Le RSA entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2009 : JCP E 2009, act. 216*

- *CCAS : délivrance des attestations CERFA aux personnes sans domicile fixe : JCP A 2009, act. 731*

**D. n° 2009-407, 14 avr. 2009**  
(*JO 16 avr. 2009*)

► **Modifiant :**

Code de l'action sociale et des familles

**Mots-clés :**

**Droit de la famille /** Adoption internationale / Autorité centrale pour l'adoption internationale

**Bibliographie :**

- *M. Bruggeman, Une Autorité centrale pour l'adoption internationale entièrement renouvelée : Dr. famille 2009, alerte 40*

**D. n° 2009-408, 14 avr. 2009**  
(*JO 16 avr. 2009*)

► **Modifiant :**

Code rural

**Mots-clés :**

**Rural /** Police sanitaire / Animaux / Maladies contagieuses soumises à déclaration

**D. n° 2009-409 et n° 2009-410,**  
**14 avr. 2009**  
(*JO 16 avr. 2009*)

► **Modifiant :**

Code de la santé publique

**Mots-clés :**

**Santé /** Établissements de santé / Activités interventionnelles sous imagerie médicale, par voie endovasculaire, en cardiologie / Conditions d'implantation et de fonctionnement

**D. n° 2009-420, 15 avr. 2009**  
(*JO 17 avr. 2009*)

► **Modifiant :**

Code de procédure pénale

**Mots-clés :**

**Procédure pénale /** Détenus / Comptes nominatifs

# Panorama CODES ET LOIS

**D. n° 2009-421, 15 avr. 2009**  
(JO 17 avr. 2009)

► **Modifiant :**  
Code de la santé publique  
**Mots-clés :**  
**Santé** / Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé / Médicaments / Taxes

**D. n° 2009-424, 17 avr. 2009**  
(JO 19 avr. 2009)

► **Modifiant :** Code de la construction et de l'habitation ; Code de l'environnement  
**Mots-clés :**  
**Construction - Habitation** / Départements d'outre-mer / Bâtiments d'habitation / Caractéristiques thermiques - Performance énergétiques - Aération

**D. n° 2009-429, 17 avr. 2009**  
(JO 19 avr. 2009)

► **Modifiant :**  
D. n° 45-0118, 19 déc. 1945 ; D. n° 73-609, 5 juill. 1973  
**Mots-clés :**  
**Professions juridiques - judiciaires** / Avoué - Notaire / Condition d'accès à la profession  
**Bibliographie :**  
- *Examen de contrôle des connaissances techniques : trois tentatives maximum : JCP N 2009, act. 335*  
- *Avoués : accès à la profession : Procédures 2009, alerte 31*

**D. n° 2009-430, 20 avr. 2009**  
(JO 21 avr. 2009)

► **Modifiant :**  
Code général des collectivités territoriales ; Code électoral ; D. n° 79-160, 28 févr. 1979 (élection des représentants au Parlement européen)  
**Mots-clés :**  
**Droit électoral** / Dispositions diverses  
**Bibliographie :**  
- *Élections municipales : modifications de quelques dispositions du Code électoral : JCP A 2009, act. 540*

**L. fin. rect. n° 2009-431, de finances rectificative pour 2009**  
**20 avr. 2009**  
(JO 22 avr. 2009)

► **Modifiant :**  
Code général des collectivités territoriales ; Code de la construction et de l'habitation ; Code des douanes ; Code général des impôts ; Code de la route ; Code de la sécurité sociale ; Livre des procédures fiscales ; L. n° 91-1, 3 janv. 1991 ; L. n° 2005-1719, 30 déc. 2005 ; L. n° 2007-1824, 25 déc. 2007 ; L. n° 2008-660, 4 juill. 2008 ; L. n° 2008-1061, 16 oct. 2008 ; L. n° 2008-1443, 31 déc. 2008  
**Bibliographie :**  
- *M. Conan, De la garantie de l'État en lois de finances rectificatives. - Plan de financement et plan de relance de l'économie : Dr. adm. 2009, étude 10*  
- *N. Gonzalez-Gharbi, Réduction d'impôt pour investissements dans certaines résidences : Constr. - urb. 2009, comm. 93*  
- *G. Notté, Deuxième loi de finances rectificative pour 2009 (L. n° 2009-431, 20 avr. 2009) : JCP E 2009, act. 242*  
- *Étalement du profit réalisé en cas de rachat par une société de ses propres créances bancaires : D.O Actualité n° 19, 20 mai 2009, 2*  
- *Institution d'un dispositif d'étalement de la plus-value en cas de cession-bail d'immeubles : D.O Actualité 19/2009, n° 3*  
- *Institution d'un crédit d'impôt exceptionnel en faveur des contribuables faiblement imposés en 2008 : RFN 2009, comm. 92*  
- *Étalement du profit réalisé en cas de rachat par une société de ses propres créances bancaires : RFN 2009, comm. 93*  
- *Institution d'un dispositif d'étalement de la plus-value en cas de cession-bail d'immeubles : RFN 2009, comm. 94*

**D. n° 2009-436, 20 avr. 2009**  
(JO 22 avr. 2009)

► **Modifiant :**  
D. n° 85-643, 26 juin 1985  
**Mots-clés :**  
**Fonction publique** / Fonction publique territoriale / Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale / Île-de-France

**D. n° 2009-442, 20 avr. 2009**  
(JO 22 avr. 2009)

**Mots-clés :**  
**Travail - Action sociale** / Revenu de solidarité / Revalorisation (Outre-mer - Saint-Barthélemy - Saint-Martin - Saint-Pierre-et-Miquelon)

# Panorama CODES ET LOIS

## D. n° 2009-443, 20 avr. 2009

(JO 22 avr. 2009)

### ► Modifiant :

D. n° 92-619, 6 juill. 1992

### Mots-clés :

**Droit des sociétés** / Société d'exercice libéral / Architectes

### Bibliographie :

- *Exercice en commun de la profession d'architecte sous forme de SEL* : JCP E 2009, act. 211

- *JCl. Notarial formulaire, V° Sociétés, fasc. S-290 (fiche de mise à jour)*

## D. n° 2009-447, n° 2009-448 et n° 2009-449, 21 avr. 2009

(JO 23 avr. 2009)

### ► Modifiant :

Code de l'environnement

### ► Abrogeant :

D. n° 63-651, 6 juill. 1963 ; D. 14 déc. 1963 ; D. 27 mars 1973

### Mots-clés :

**Environnement** / Parcs nationaux / Parc national de la Vanoise - Parc national des Écrins - Parc national de Port-Cros

## D. n° 2009-452, 22 avr. 2009

(JO 23 avr. 2009)

### ► Modifiant :

Code de commerce ; Ord. 26 juin 1816 ; Ord. 10 sept. 1817 ; D. n° 56-222, 29 févr. 1956 ; D. n° 67-868, 2 oct. 1967 ; D. n° 69-763, 24 juill. 1969 ; D. n° 69-1274, 31 déc. 1969 ; D. n° 71-942, 26 nov. 1971 ; D. n° 73-541, 19 juin 1973 ; D. n° 73-609, 5 juill. 1973 ; D. n° 75-770, 14 août 1975 ; D. n° 78-380, 15 mars 1978 ; D. n° 91-1125, 28 oct. 1991 ; D. n° 92-1448, 30 déc. 1992 ; D. n° 93-78, 13 janv. 1993 ; D. n° 93-82, 15 janv. 1993

### Mots-clés :

**Professions juridiques - judiciaires** / Notaires - Commissaires - priseurs - Huissiers

### Bibliographie :

- *Les évolutions des professions juridiques annoncées par le ministre de la Justice* : JCP G 2009, act. 279

- *Publication d'un décret relatif à l'évolution des professions juridiques et judiciaires* : JCP A 2009, act. 567

- *Nomination des notaires : transfert au procureur général des compétences du procureur de la République* : JCP N 2009, act. 334

- *Évolution des professions juridiques et judiciaires* : Procédures 2009, alerte 34

## D. n° 2009-458, 22 avr. 2009

(JO 24 avr. 2009)

### Mots-clés :

**Travail** / Demandeurs d'emploi en formation / Allocation

### Bibliographie :

- *Création d'une allocation en faveur des demandeurs d'emploi en formation* : D.O Actualité 16/2009, n° 10

- *JCl. Protection Sociale Traité, fasc. 855*

- *D.O étude S-60 350*

## D. n° 2009-459, 22 avr. 2009

(JO 24 avr. 2009)

### ► Modifiant :

D. n° 2004-612, 24 juin 2004

### Mots-clés :

**Environnement** / Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique  
**Pénal** / Police judiciaire / Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique

## D. n° 2009-460 et n° 2009-461, 23 avr. 2009

(JO 25 avr. 2009)

### ► Modifiant :

D. n° 84-431, 6 juin 1984 ; D. n° 93-1335, 20 déc. 1993

### Mots-clés :

**Éducation - Recherche** / Enseignants - chercheurs

### Bibliographie :

- *J.- M. Pontier, Nous et les autres. - Remarques sur les décrets de mars 2009 sur l'enseignement supérieur* : JCP A 2009, act. 768

- *Publication des textes relatifs au statut des enseignants-chercheurs* : JCP G 2009, act. 249

# Panorama CODES ET LOIS

---

**D. n° 2009-468, 23 avr. 2009**

(JO 26 avr. 2009)

► **Modifiant :**

Code de l'environnement

**Mots-clés :**

**Environnement** / Dommages causés à l'environnement / Prévention - Réparation

**Bibliographie :**

- Ph. Billet, *Clefs de lecture du nouveau régime de responsabilité environnementale. - À propos du décret n° 2009-468 du 23 avril 2009 relatif à la prévention et à la réparation de certains dommages causés à l'environnement* : JCP A 2009, 2115

- L. Fonbaustier, *Prévention et réparation des dommages causés à l'environnement par l'activité d'un exploitant. - À propos du décret du 23 avril 2009* : JCP G 2009, act. 252

- C. Huglo, *Transposition de la directive 2004/35 du 21 avril 2004* : Environnement 2009, comm. 66

- *Pollueur-payeur : conditions d'application de la loi relative à la responsabilité environnementale* : JCP N 2009, act. 356

**D. n° 2009-471, 28 avr. 2009**

(JO 29 avr. 2009)

► **Modifiant :**

D. n° 2008-1281, 8 déc. 2008

**Mots-clés :**

**Conditions de publication des instructions et circulaires**

**Bibliographie :**

- G. Clamour, *Décret du 28 avril 2009 relatif aux conditions de publication des instructions et circulaires* : Contrats - Marchés publ. 2009, comm. 179

- R. Noguellou, *Le statut des circulaires* : Dr. adm. 2009, alerte 38

- *Maintien de l'opposabilité des circulaires et instructions publiées avant l'ouverture du nouveau site « circulaires.gouv.fr »* : D.O Actualité 17/2009, n° 13

- *Les conditions de publication des instructions et circulaires* : JCP G 2009, act. 237

**D. n° 2009-473, 28 avr. 2009**

(JO 29 avr. 2009)

► **Modifiant :**

Code de la sécurité sociale

**Mots-clés :**

**Prestations sociales** / Minimum vieillesse / Revalorisation

**Bibliographie :**

- *Revalorisation du minimum vieillesse au 1<sup>er</sup> avril 2009* : JCP A 2009, act. 223

- JCl. *Protection sociale Traité, fasc. 440-10, Annexe unique (fiche de mise à jour)*

- *D.O étude S-50 150 (fiche de mise à jour)*

**Arrêté 27 avr. 2009**

(JO 29 avr. 2009)

**Mots-clés :**

**Travail** / Comité d'entreprises / Information - Consultation / Subventions - Prêts - Avances remboursables (seuil visé à C. trav., art. R. 2323-7-1)

**D. n° 2009-475, 27 avr. 2009**

(JO 29 avr. 2009)

► **Modifiant :**

Code de la santé publique

**Mots-clés :**

**Santé** / Conférence nationale de santé

**D. n° 2009-477, 27 avr. 2009**

(JO 29 avr. 2009)

► **Modifiant :**

Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; Code du travail

**Mots-clés :**

**Étrangers** / Séjour supérieur à trois mois / Visas

**Travail** / Travailleurs étrangers

**Bibliographie :**

- *Publication d'un décret relatif à certaines catégories de visas* : JCP A 2009, act. 569

- *Visas de séjour en France de plus de 3 mois constitutifs d'une autorisation de travail* : D.O Actualité 18/2009, n° 18

- *D.O étude S-10 150 (fiche de mise à jour)*

**D. n° 2009-478, 29 avr. 2009**

(JO 30 avr. 2009)

► **Modifiant :**

Code du travail

**Mots-clés :**

**Travail** / Activité partielle de longue durée / Indemnisation



# Panorama CODES ET LOIS

## Bibliographie :

- *Indemnisation des salariés en cas de réduction d'activité de longue durée* : JCP E 2009, act. 337
- *Indemnisation des salariés au titre de l'activité partielle de longue durée* : JCP S 2009, act. 242
- *D.O étude S-60 100 (fiche de mise à jour)*
- *Instauration d'un dispositif d'indemnisation des salariés au titre de l'activité partielle de longue durée* : D.O Actualité 17/2009, n° 15

## D. n° 2009-482, 28 avr. 2009

(JO 30 avr. 2009)

### ► Modifiant :

Code de la santé publique

### Mots-clés :

Santé / Dispositifs médicaux / Mise sur le marché

### À noter :

Les dispositions du présent décret entrent en vigueur le 21 mars 2010 (art. 19).

## Ord. n° 2009-483, 29 avr. 2009

(JO 30 avr. 2009)

### ► Prise sur habilitation de :

L. n° 2008-696, 15 juill. 2008 (relative aux archives), art. 35

### ► Modifiant :

Code des juridictions financières ; Code du patrimoine ; L. 1<sup>er</sup> juin 1924 ; L. n° 78-753, 17 juill. 1978

### Mots-clés :

Patrimoine / Archives

### Bibliographie :

- *A. Chaminade, Accès aux documents administratifs et aux archives publiques. - À propos de l'ordonnance du 29 avril 2009* : JCP E 2009, act. 278
- *G. Clamour, Ordonnance du 29 avril 2009 prise en application de l'article 35 de la loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008 relative aux archives* : Contrats - Marchés publ. 2009, comm. 181
- *Clarification des régimes de communication de documents* : JCP N 2009, act. 354

## D. n° 2009-484, 29 avr. 2009

(JO 30 avr. et rect. 2 mai 2009)

### ► Modifiant :

Code de la sécurité sociale

### Mots-clés :

Sécurité sociale / Travailleurs indépendants bénéficiant de l'aide à la création ou reprise d'entreprise / Assiette et régime fiscal des cotisations

### Bibliographie :

- *Éligibilité des bénéficiaires de l'ACCRES au régime micro-social simplifié* : JCP S 2009, act. 257
- *D.O étude S-15 380 (fiche de mise à jour)*

## MAI 2009

## D. n° 2009-486, 29 avril 2009

(JO 2 mai 2009)

### ► Modifiant :

Code de l'environnement

### ► Abrogeant :

D. n° 79-696, 18 août 1979

### Mots-clés :

Environnement / Parcs nationaux / Parc national du Mercantour

## D. n° 2009-493, 29 avr. 2009

(JO 2 mai 2009)

### ► Modifiant :

Code du travail

### Mots-clés :

Travail / Congés payés / Professions du bâtiment et des travaux publics

### Bibliographie :

- *Clarification des règles d'affiliation des entreprises du BTP aux caisses de congés payés* : D.O Actualité 19/2009, n° 6
- *D.O étude S-30 550*

## D. n° 2009-494, 29 avr. 2009

(JO 2 mai 2009)

### ► Modifiant :

Code de la santé publique ; D. 29 mars 1963

### Mots-clés :

Santé / Professions médicales / Masseur-kinésithérapeute / Études préparatoires

# Panorama CODES ET LOIS

---

**D. n° 2009-496, 30 avr. 2009,**  
(JO 3 mai 2009)

► **Modifiant :**

Code de l'environnement ; Code de l'urbanisme ; D. n° 2007-1557, 2 nov. 2007

**Mots-clés :**

**Environnement** / Évaluation environnementale / Autorités de l'État compétentes

**Bibliographie :**

- *M. Sousse, Autorité administrative de l'État en matière d'environnement : Environnement 2009, comm. 79*
- *Installation de l'Autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable : JCP A 2009, act. 622*

**D. n° 2009-497, 30 avr. 2009**  
(JO 3 et rect. 16 mai 2009)

► **Modifiant :**

Code de la route

**Mots-clés :**

**Circulation routière** / Réceptions - Homologations des véhicules

**D. n° 2009-498, 30 avr. 2009**  
(JO 3 mai 2009)

► **Modifiant :**

Code du travail

**Mots-clés :**

**Travail** / Durée du travail / Travail à temps partiel - Travail intermittent

**Bibliographie :**

- *J.-B. Cottin, Le travail intermittent dans le secteur du spectacle vivant et enregistré : JCP S 2009, act. 243*
- *Modalités de fixation des périodes d'intermittence dans le secteur du spectacle vivant et enregistré : D.O Actualité 18/2009, n° 20*
- *D.O étude S-10 700*

**D. n° 2009-499, 30 avr. 2009**  
(JO 3 mai 2009)

► **Modifiant :**

Code rural

**Mots-clés :**

**Rural** / Exploitations agricoles / Financement - Mesures de soutien

**D. n° 2009-500, 30 avr. 2009**  
(JO 3 mai 2009)

► **Modifiant :**

Code de la construction et de l'habitation

**Mots-clés :**

**Construction - Habitation** / Établissements recevant du public - Bâtiments à usage d'habitation / Diagnostic d'accessibilité des personnes handicapées

**Bibliographie :**

- *Établissements recevant du public : modification des échéances de diagnostic d'accessibilité des personnes handicapées : JCP A 2009, act. 593*
- *Diagnostic des conditions d'accessibilité des établissements recevant du public (ERP) : JCP N 2009, act. 405*
- *Fixation d'un calendrier pour l'établissement du diagnostic des conditions d'accessibilité des établissements recevant du public : D.O Actualité 19/2009, n° 16*
- *Modifications des échéances de diagnostic d'accessibilité des personnes handicapées : Constr. - urb. 2009, alerte 34*

**D. n° 2009-504, 5 mai 2009**  
(JO 6 mai 2009)

► **Modifiant :**

Code rural

**Mots-clés :**

**Rural** / Santé publique vétérinaire / Élevage / Administration aux animaux de substances réglementées

**D. n° 2009-511, 5 mai 2009**  
(JO 7 mai 2009)

► **Modifiant :**

Code de procédure pénale

**Mots-clés :**

**Pénal** / Enquêtes / Vente des biens meubles saisis

**Bibliographie :**

- *J. Buisson, Vente des biens meubles saisis au cours des enquêtes : Procédures 2009, comm. 215*
- *Les modalités de vente des biens meubles saisis au cours des enquêtes : Dr. pén. 2009, alerte 30*

# Panorama CODES ET LOIS

## D. n° 2009-514, 5 mai 2009

(JO 7 mai 2009)

### ► Modifiant :

Code de la sécurité sociale

### Mots-clés :

**Prestations sociales** / Dispositions relatives aux soins / Négociation (Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire - Union nationale des caisses d'assurance maladie)

## Ord. n° 2009-515, 7 mai 2009

(JO 8 mai 2009)

### ► Prise sur habilitation de :

L. n° 2008-735, 28 juill. 2008 (relative aux contrats de partenariat), art. 51

### ► Transposant :

Dir. 2007/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 déc. 2007

### ► Modifiant :

Code général des collectivités territoriales ; Code de justice administrative ; Code de l'organisation judiciaire ; L. n° 91-3, 3 janv. 1991 ; Ord. n° 2004-559, 17 juin 2004 ; Ord. n° 2005-649, 6 juin 2005

### Mots-clés :

**Marchés publics** / Procédures de recours / Référé précontractuels - contractuels

### Bibliographie :

- S. Deygas, *Pour une meilleure efficacité des recours en matière de contrats publics : Procédures 2009*, comm. 256
- J.- F. Lafaix, *La systématisation inachevée du contentieux de la commande publique. - Commentaire de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 : Contrats - Marchés publ. 2009, étude 8*
- F. Linditch, *Commande publique : premier regard sur l'ordonnance de transposition de la directive Recours : JCP A 2009, 2144*
- T. Pez, *Transposition de la nouvelle directive « recours » : du référé précontractuel au référé contractuel : Dr. adm. 2009, comm. 92*
- *Amélioration des procédures de recours dans le domaine des marchés publics : D.O Actualité 18/2009, n° 25*
- *JCl. Contrats et Marchés publics, fasc. 646*
- *D.O étude A-21 950 (fiche de mise à jour)*

## D. n° 2009-516, 6 mai 2009

(JO 8 mai 2009)

### ► Modifiant :

Code de la santé publique

### Mots-clés :

**Santé** / Interruption volontaire de grossesse / Voie médicamenteuse

## D. n° 2009-520, 7 mai 2009

(JO 10 mai 2009)

### ► Modifiant :

Code de la sécurité sociale

### Mots-clés :

**Sécurité sociale** / Organismes / Agents de direction et agents comptables / Nomination

## D. n° 2009-521, 7 mai 2009

(JO 10 mai 2009)

### ► Modifiant :

Code rural

### Mots-clés :

**Rural** / Caisse centrale de la mutualité sociale agricole / Consultation

## D. n° 2009-523, 7 mai 2009

(JO 10 mai 2009)

### ► Modifiant :

Code de la sécurité sociale

### Mots-clés :

**Rural** / Dispositions sociales / Caisse centrale de la mutualité sociale agricole

## D. n° 2009-525, 11 mai 2009

(JO 12 mai 2009)

### ► Abrogeant :

D. n° 2003-396, 29 avr. 2003 ; D. n° 2006-285, 13 mars 2006

### Mots-clés :

**Droit électoral** / Assemblée des Français à l'étranger

## Décision 24 avr. 2009

(JO 12 mai 2009)

### ► Modifiant :

Règlement intérieur national (RIN) de la profession d'avocat, 12 juill. 2007

### Mots-clés :

**Professions juridiques - judiciaires** / Avocats / Règlement intérieur national / Ventes judiciaires - Fiducie

## Arrêté 21 avr. 2009

(JO 12 mai 2009)

### Mots-clés :

**Domaine de l'État** / Immeubles domaniaux / Mise à disposition des services civils ou militaires de l'État et de ses établissements publics / Modèle de convention

# Panorama CODES ET LOIS

**L. n° 2009-526, 12 mai 2009,  
de simplification et de clarification du droit  
et d'allègement des procédures**  
(JO 13 mai 2009)

► **Modifiant :**

Code de l'action sociale et des familles ; Code des assurances ; Code de l'aviation civile ; Code civil ; Code général des collectivités territoriales ; Code de commerce ; Code des communes ; Code de la consommation ; Code de la construction et de l'habitation ; Code de la défense ; Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ; Code des douanes ; Code de l'éducation ; Code électoral ; Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; Code de l'environnement ; Code forestier ; Code des instruments monétaires et médailles ; Code de justice administrative ; Code de justice militaire ; Code minier ; Code monétaire et financier ; Code de la mutualité ; Code général de la propriété des personnes publiques ; Code de l'organisation judiciaire ; Code du patrimoine ; Code pénal ; Code des pensions de retraite des marins ; Code des postes et des communications électroniques ; Code de procédure pénale ; Code de la propriété intellectuelle ; Code de la route ; Code rural ; Code de la santé publique ; Code de la sécurité sociale ; Code du sport ; Code du tourisme ; Code du travail maritime ; Code de l'urbanisme ; Code de la voirie routière ; et notamment, L. n° 73-1193, 27 déc. 1973 ; L. n° 76-1106, 6 déc. 1976 ; L. n° 78-2, 2 janv. 1978 ; L. n° 86-797, 3 juill. 1986 ; L. n° 86-1067, 30 sept. 1986 ; L. n° 91-1383, 31 déc. 1991 ; L. n° 99-505, 18 juin 1999 ; L. n° 2000-1209, 13 déc. 2000 ; L. n° 2002-303, 4 mars 2002 ; L. n° 2003-775, 21 août 2003 ; L. n° 2007-1223, 21 août 2007 (V. L. n° 2009-526, art. 80)

► **Ratifiant :**

Notamment, Ord. n° 2005-650, 6 juin 2005 ; Ord. n° 2005-657, 8 juin 2005 ; Ord. n° 2006-673, 8 juin 2006 ; Ord. n° 2008-717, 17 juill. 2008 ; Ord. n° 2008-811, 22 août 2008 ; Ord. n° 2009-79, 22 janv. 2009 ; Ord. n° 2009-112, 30 janv. 2009 (V. L. n° 2009-526, art. 138 et 139)

**Bibliographie :**

- C. Bléry, *Loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures : aspects d'organisation judiciaire du contentieux familial : Procédures 2009, alerte 38*  
- F. Defferrard, *La dénaturation du « plaider coupable »*. - (Après la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009, de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures) : *Dr. pén. 2009, étude 13*  
- M. Lamarche, *Loi de simplification et de clarification du droit : le surréalisme législatif : Dr. famille 2009, alerte 46*  
- J. Moreau, *La loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures et le droit des collectivités territoriales : JCP A 2009, 2140*  
- *Loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures : D.O Actualité 21/2009, n° 1*

**Arrêté 23 mars 2009**  
(JO 14 mai 2009)

► **Modifiant :**

Code de commerce

► **Abrogeant :**

Arrêté 19 déc. 2008

**Mots-clés :**

**Commissaires aux comptes / Formation professionnelle**

**Arrêté 29 avr. 2009**  
(JO 14 mai 2009)

► **Abrogeant :**

Arrêté 19 mars 2002

**Mots-clés :**

**Comptabilité publique / Conseil de normalisation**

**Arrêté 29 avr. 2009**  
(JO 14 mai 2009)

► **Abrogeant :**

Arrêté 14 avr. 1986

**Mots-clés :**

**Circulation routière / Véhiculés endommagés / Voitures particulières - Camionnettes**

**Ord. n° 2009-536, 14 mai 2009**  
(JO 15 mai 2009)

► **Prise sur habilitation de :**

L.O. n° 99-209, 19 mars 1999 (relative à la Nouvelle-Calédonie) et L.O. n° 2004-192 du 27 février 2004 (portant statut d'autonomie de la Polynésie française)

► **Modifiant :**

Code général des collectivités territoriales ; Code des communes de la Nouvelle-Calédonie ; Code de la défense ; Code de justice administrative ; Code de procédure pénale ; L. 30 juin 1881 ; L. 1<sup>er</sup> juill. 1901 ; L. 28 mars 1907 ; L. 10 janv. 1936 ; L. n° 55-4, 4 janv. 1955 ; L. n° 55-385, 3 avr. 1955 ; L. n° 61-814, 29 juill. 1961 ; L. n° 68-1250, 31 déc. 1968 ; L. n° 69-5, 3 janv. 1969 ; L. n° 77-729, 7 juill. 1977 ; L. n° 78-753, 17 juill. 1978 ; L. n° 79-587, 11 juill. 1979 ; L. n° 82-213, 2 mars 1982 ; L. n° 88-227, 11 mars 1988 ; L. n° 90-612, 12 juill. 1990 ; L. n° 90-1247, 29 déc. 1990 ; L. n° 91-772, 7 août 1991 ; L. n° 93-1, 4 janv. 1993 ; L. n° 99-210, 19 mars 1999 ; L. n° 2002-276, 27 févr. 2002 ; L. n° 2003-239, 18 mars 2003 ; L. n° 2004-193, 27 févr. 2004 ; L. n° 2007-1631, 20 nov. 2007 ; Ord. n° 58-896, 23 sept. 1958 ; D. 12 déc. 1874 ; D. 5 juill. 1927 ; D. 25 juin 1934 ; D. 23 oct. 1935 ; D. 2 mai 1938 ; D. 16 janv. 1939

**Mots-clés :**

**Outre-mer** / Adaptations de dispositions diverses / Notamment : Libertés publiques - Droit électoral - Collectivités territoriales - Entrée et séjour des étrangers - Procédure pénale - Comptabilité publique - Service militaire adapté

**Bibliographie :**

- *G. Clamour, Ordonnance du 14 mai 2009 portant diverses dispositions d'adaptation du droit outre-mer : Contrats - Marchés publ. 2009, comm. 178*  
- *O. Gohin, Publication de trois ordonnances portant adaptation du droit en Outre-mer : JCP A 2009, act. 649*

**Ord. n° 2009-537, 14 mai 2009**

(JO 15 mai 2009)

**► Prise sur habilitation de :**

L.O. n° 99-209, 19 mars 1999 (relative à la Nouvelle-Calédonie)

**► Modifiant :**

Code de commerce ; Code des communes de la Nouvelle-Calédonie ; Code de la construction et de l'habitation ; Code de l'éducation ; Code de l'organisation judiciaire ; Code de procédure pénale ; Code de la route ; Code rural ; Code de la santé publique ; L. n° 83-629, 12 juill. 1983 ; L. n° 85-706, 12 juill. 1985 ; L. n° 87-571, 23 juill. 1987 ; L. n° 91-647, 10 juill. 1991 ; L. n° 99-210, 19 mars 1999 ; L. n° 2000-1257, 23 déc. 2000 ; L. n° 2002-73, 17 janv. 2002 ; L. n° 2003-340, 14 avr. 2003 ; L. n° 2003-495, 12 juin 2003 ; L. n° 2007-1544, 29 oct. 2007 ; L. n° 2007-1787, 20 déc. 2007 ; L. n° 2008-174, 25 févr. 2008 ; Ord. n° 92-1143, 12 oct. 1992 ; Ord. n° 92-1147, 12 oct. 1992 ; Ord. n° 2000-372, 26 avr. 2000

**Mots-clés :**

**Outre-mer** / Adaptations de dispositions diverses / Notamment : Enseignement - Droit rural - Sécurité routière - Procédure pénale - Organisation judiciaire

**Bibliographie :**

- *O. Gohin, Publication de trois ordonnances portant adaptation du droit en Outre-mer : JCP A 2009, act. 649*

**Ord. n° 2009-538, 14 mai 2009**

(JO 15 mai 2009)

**► Prise sur habilitation de :**

L.O. n° 99-209, 19 mars 1999 (relative à la Nouvelle-Calédonie)

**► Modifiant :** Code des juridictions financières ; L. n° 69-5, 3 janv. 1969 ; L. n° 82-213, 2 mars 1982 ; L. n° 90-1247, 29 déc. 1990 ; L. n° 99-210, 19 mars 1999

**Mots-clés :**

**Outre-mer** / Nouvelle-Calédonie / Adaptations de dispositions diverses / Communes - Sociétés d'économie mixtes locales

**Bibliographie :**

- *O. Gohin, Publication de trois ordonnances portant adaptation du droit en Outre-mer : JCP A 2009, act. 649*

**D. n° 2009-540, 14 mai 2009**

(JO 16 mai 2009)

**► Modifiant :**

D. n° 2005-1073, 32 août 2005

**Mots-clés :**

**Associations - Fondations** / Comptes annuels / Obligations de publication

**Bibliographie :**

- *Publication du décret relatif à la publicité des comptes annuels des associations et fondations : D.O Actualité 19/2009, n° 15*

- *Obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels : JCP A 2009, act. 646*

**D. n° 2009-541, 14 mai 2009**

(JO 16 mai 2009)

**► Modifiant :**

Code rural

**Mots-clés :**

**Rural** / Productions et marchés / Mentions valorisantes / Qualificatif « fermier » - Mentions « produit à la ferme » - « produit de la ferme » / Dispositions pénales

**D. n° 2009-548, 15 mai 2009**

(JO 17 mai 2009)

**► Modifiant :**

Code du sport

**Mots-clés :**

**Sport** / Centre national pour le développement du sport



# Panorama CODES ET LOIS

## D. n° 2009-550, 18 mai 2009

(JO 20 mai 2009)

### ► Modifiant :

Code des assurances ; Code de l'environnement

### Mots-clés :

**Assurances - Environnement - Rural** / Fonds de garantie des risques liés à l'épandage agricole des boues d'épuration urbaines ou industrielles

## D. n° 2009-551, 19 mai 2009

(JO 20 mai 2009)

### ► Modifiant :

Code de l'aviation civile

### Mots-clés :

**Transports** / Aviation civile / Comités des usagers des services d'assistance en escale institués sur certains aérodromes

## D. n° 2009-553, 15 mai 2009

(JO 20 mai 2009)

### ► Modifiant :

Code de l'éducation ; et notamment, D. 12 juill. 1921 ; D. 9 janv. 1925 ; D. n° 2008-263, 14 mars 2008 (V. D. n° 2009-553, art. 3)

### ► Abrogeant :

Notamment, D. 19 janv. 1881 ; D. 16 févr. 1903 ; D. 6 juill. 1926 ; D. n° 59-39, 2 janv. 1959 ; D. n° 59-982, 12 août 1959 ; D. n° 2006-730, 22 juin 2006 (V. D. n° 2009-553, art. 3)

### Mots-clés :

**Éducation** / Codification / Partie réglementaire - Livre V : La vie scolaire

## D. n° 2009-554, 20 mai 2009

(JO 21 mai 2009)

### ► Modifiant :

Code de l'action sociale et des familles

### Mots-clés :

**Action sociale** / Lutte contre la pauvreté et les exclusions / Mesure de la pauvreté

## D. n° 2009-557, 19 mai 2009

(JO 21 mai 2009)

### ► Modifiant :

Code des assurances ; Code de commerce ; Code monétaire et financier ; Code de procédure pénale ; Code rural ; Code du travail ; D. n° 85-295, 1<sup>er</sup> mars 1985

### Mots-clés :

**Droit bancaire et financier** / Offre au public - Déclarations de franchissement de seuils - Déclarations d'intentions

### Bibliographie :

- *Précisions réglementaires relatives aux déclarations de franchissement de seuils et aux déclarations d'intentions* : D.O Actualité 20/2009, n° 26

- *Conséquences réglementaires de la réforme de l'appel public à l'épargne et de la simplification du régime des rachats d'actions* : D.O Actualité n° 20/2009, n° 27

## D. n° 2009-558, 19 mai 2009

(JO 21 mai 2009)

### ► Modifiant :

Code monétaire et financier ; D. n° 67-452, 6 juin 1967 ; D. n° 91-14, 4 janv. 1991 ; D. n° 98-1020, 10 nov. 1998 ; D. n° 2004-1224, 17 nov. 2004 ; D. n° 2007-243, 23 févr. 2007

### Mots-clés :

**Droit bancaire et financier** / Appel public à l'épargne

### Bibliographie :

- *Conséquences réglementaires de la réforme de l'appel public à l'épargne et de la simplification du régime des rachats d'actions* : D.O Actualité 20/2009, n° 27

## D. n° 2009-559, 19 mai 2009

(JO 21 mai 2009)

### ► Modifiant :

Code de commerce

### Mots-clés :

**Droit commercial** / Commission d'examen des pratiques commerciales

### Bibliographie :

- *Modification des règles relatives à l'organisation de la Commission d'examen des pratiques commerciales* : D.O Actualité 20/2009, n° 25

## D. n° 2009-560 et n° 2009-564, 20 mai 2009

(JO 21 mai 2009)

### ► Modifiant :

Code de la sécurité sociale

### Mots-clés :

**Travail** / Emploi des seniors

# Panorama CODES ET LOIS

**Bibliographie :**

- *Conditions de validation des accords ou plans d'action en faveur de l'emploi des seniors* : D.O Actualité 21/2009, n° 24
- *Conditions de validation des accords ou plans d'action en faveur de l'emploi des seniors* : JCP E 2009, act. 304
- *Emploi des seniors : une pénalité de 1 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010* : JCP S 2009, act. 274
- *D.O étude S-55 100 (fiche de mise à jour)*

**D. n° 2009-563, 19 mai 2009**

(JO 21 mai 2009)

**► Modifiant :**

Code du domaine de l'État

**Mots-clés :**

**Domaine public** / Propriétés de l'État / Inventaire

**Bibliographie :**

- *Décret du 19 mai 2009 relatif à l'inventaire des propriétés de l'État et de ses établissements publics administratifs* : Contrats - Marchés publ. 2009, comm. 222

**D. n° 2009-565, 20 mai 2009**

(JO 23 mai 2009)

**► Modifiant :**

Code de l'action sociale et des familles

**Mots-clés :**

**Travail** / Travailleurs handicapés / Formation - Validation des acquis

**Arrêté 14 mai 2009**

(JO 23 mai 2009)

**► Modifiant :**

Code du sport

**► Abrogeant :**

Arrêté 29 avr. 2002

**Mots-clés :**

**Sport** / Organismes de représentation et de conciliation / Commission consultative des arts martiaux et des sports de combats

**D. n° 2009-568, 20 mai 2009**

(JO 24 mai 2009)

**► Modifiant :**

Code des juridictions financières ; D. n° 2005-1611, 20 déc. 2005

**► Abrogeant :**

D. n° 83-224, 22 mars 1983 ; D. n° 91-814, 23 août 1991 ; D. n° 2002-690, 30 avr. 2002

**Mots-clés :**

**Juridictions financières** / Polynésie française / Chambre territoriale des comptes

**D. n° 2009-572, 20 mai 2009**

(JO 24 mai 2009)

**► Modifiant :**

Code de procédure civile ; Code de procédure pénale

**Mots-clés :**

**Procédure civile - Procédure pénale** / Audition de l'enfant

**Bibliographie :**

- *É. Bazin, Du nouveau en matière d'audition de l'enfant* : JCP E 2009, 184
- *M. Bruggeman, Le droit des mineurs en première ligne...* : Dr. famille 2009, alerte 47
- *Audition de l'enfant en justice* : Procédures 2009, alerte 30

**Arrêté 20 mai 2009**

(JO 24 mai 2009)

**► Modifiant :**

Code de procédure pénale

**Mots-clés :**

**Procédure pénale** / Audition de l'enfant

**D. n° 2009-573, 20 mai 2009**

(JO 24 mai 2009)

**► Modifiant :**

D. n° 2004-16, 7 janv. 2004

**Mots-clés :**

**Marchés publics** / Marchés pour les besoins de la défense

**Bibliographie :**

- *JCl. Contrats et Marchés publics, fasc. 63-10 (fiche de mise à jour)*

**Arrêté 19 mai 2009**

(JO 26 mai 2009)

**Mots-clés :**

**Étrangers** / Visas pour un séjour supérieur à trois mois / Formalités

# Panorama CODES ET LOIS

## D. n° 2009-592, 26 mai 2009

(JO 27 mai 2009)

### ► Modifiant :

Code de l'environnement

### Mots-clés :

**Environnement** / Organes consultatifs - Conseil national de la protection de la nature - Commission des comptes et de l'économie de l'environnement - Conseil national de la chasse et de la faune sauvage - Office national de la chasse et de la faune sauvage

**Environnement** / Protection de la faune et de la flore : dispositions diverses (chasse - préservation du patrimoine biologique)

## Arrêté 26 mai 2009

(JO 27 mai 2009)

### ► Abrogeant :

Arrêté 11 avr. 2007 (prêts bonifiés à l'agriculture) ; Arrêté 23 janv. 1991 (Prêts spéciaux aux coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole)

### Mots-clés :

**Rural** / Prêts spéciaux - Prêts bonifiés

## Arrêté 12 mai 2009

(JO 27 mai 2009)

### ► Abrogeant :

Arrêté 25 avr. 2006

### Mots-clés :

**Santé - Construction - Habitation** / Locaux d'habitation / Travaux en présence de plomb / Contrôle

## L. n° 2009-594, 27 mai 2009, pour le développement économique des outre-mer

(JO 28 mai 2009)

### ► Modifiant :

Code de l'aviation civile ; Code civil ; Code général des collectivités territoriales ; Code de commerce ; Code de la construction et de l'habitation ; Code des douanes ; Code général des impôts ; Code minier ; Code monétaire et financier ; Code de l'organisation judiciaire ; Code de procédure pénale ; Code général de la propriété des personnes publiques ; Code rural ; Code de la santé publique ; Code de la sécurité sociale ; Code du travail ; Code de l'urbanisme ; Décret-Loi 9 janv. 1852 ; L. n° 82-1153, 30 déc. 1982 ; L. n° 86-1067, 30 sept. 1986 ; L. n° 91-411, 2 mai 1991 ; L. n° 96-1241, 30 déc. 1996 ; L. n° 99-944, 15 nov. 1999 ; L. n° 2000-108, 10 févr. 2000 ; L. n° 2000-218, 8 mars 2000 ; L. n° 2002-276, 27 févr. 2002 ; L. n° 2003-660, 21 juill. 2003 ; L. n° 2004-809, 13 août 2004 ; L. n° 2008-1425, 27 déc. 2008

### ► Ratifiant :

Ord. n° 2007-1801, 21 déc. 2007 ; Ord. n° 2008-97, 31 janv. 2008 ; Ord. n° 2008-156, 22 févr. 2008 ; Ord. n° 2008-205, 27 févr. 2008 ; Ord. n° 2008-527, 5 juin 2008 ; Ord. n° 2008-697, 11 juill. 2008 ; Ord. n° 2008-727, 24 juill. 2008 ; Ord. n° 2008-858, 28 août 2008 ; Ord. n° 2008-859, 28 août 2008 ; Ord. n° 2008-1233, 28 nov. 2008 ; Ord. n° 2008-1339, 18 déc. 2008 ; D. n° 2008-1022, 3 oct. 2008

### Mots-clés :

**Outre-mer** / Développement économique

### Bibliographie :

- J.-F. Calmette, *Les dispositions de la loi de développement économique des outre-mer en matière de contrôle des prix et de relance économique* : Dr. adm. 2009, étude 14
- *Loi pour le développement économique des outre-mer* : D.O Actualité 28/2009, n° 1
- *Extension de la réduction d'impôt Scellier pour les investissements réalisés outre-mer* : D.O Actualité 28/2009, n° 2
- D.O étude F-93 100 (fiche de mise à jour)
- D.O étude S-65 200 (fiche de mise à jour)

## D. n° 2009-596, 26 mai 2009

(JO 28 mai 2009)

### ► Modifiant :

Code du travail

### Mots-clés :

**Travail** / Apprentissage / Travailleurs handicapés / Conditions d'âge

### Bibliographie :

- *Suppression de la limite d'âge pour les travailleurs handicapés en contrat d'apprentissage* : D.O Actualité 21/2009, n° 25

## D. n° 2009-597, 26 mai 2009

(JO 28 mai 2009)

### ► Modifiant :

Code de l'action sociale et des familles ; Code de la santé publique

### Mots-clés :

**Action sociale - Santé** / Établissements et services médico-sociaux / Sécurité des personnes hébergées - Réglementation du travail

# Panorama CODES ET LOIS

---

**D. n° 2009-598, 26 mai 2009**

(JO 28 mai 2009)

► **Modifiant :**

Code de procédure pénale

**Mots-clés :**

**Procédure pénale** / Contraventions / Amende forfaitaire - Frais de justice (Administrateurs *ad hoc*)

**D. n° 2009-599, 26 mai 2009**

(JO 28 mai 2009)

► **Modifiant :**

Code rural

**Mots-clés :**

**Rural** / Personnes non salariées des professions agricoles / Assurance vieillesse / Aide familial

**Bibliographie :**

- *Modalités de rachat des années effectuées en tant qu'aide familial : un peu plus de rigueur... : RD rur. 2009, alerte 62*

**D. n° 2009-603, 28 mai 2009**

(JO 30 mai 2009)

► **Modifiant :**

Code de l'environnement

**Mots-clés :**

**Environnement** / Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

**D. n° 2009-604, 28 mai 2009**

(JO 30 mai 2009)

► **Modifiant :**

Code du travail

**Mots-clés :**

**Travail** / Contrat d'avenir / Période d'immersion

**D. n° 2009-605, 29 mai 2009**

(JO 30 mai 2009)

► **Modifiant :**

Code rural

**Mots-clés :**

**Rural** / Santé publique vétérinaire / Identification des animaux / Commission nationale d'identification - Traitement des données

**D. n° 2009-608, 29 mai 2009**

(JO 31 mai 2009)

**Mots-clés :**

**Travail** / Demandeurs d'emploi / Allocation équivalent retraite

**Bibliographie :**

- *Rétablissement à titre exceptionnel de l'allocation équivalent retraite : JCP S 2009, act. 289*

- *Rétablissement temporaire du service de l'allocation équivalent retraite : D.O Actualité 23/2009, n° 12*

- *D.O étude S-60 350 (fiche de mise à jour)*

**D. n° 2009-609, 29 mai 2009**

(JO 31 mai 2009)

► **Modifiant :**

Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

**Mots-clés :**

**Étrangers** / Carte de séjour temporaire / Stagiaires

**Bibliographie :**

- *Accueil des stagiaires étrangers : publication des mesures réglementaires : JCP A 2009, act. 717*

- *Conditions d'accueil des stagiaires étrangers : D.O Actualité 24/2009, n° 19*

- *D.O étude S-10 200*

---

## JUIN 2009

**D. n° 2009-612, 2 juin 2009**

(JO 4 juin 2009)

► **Modifiant :**

Code du travail

**Mots-clés :**

**Travail** / Contrats de professionnalisation

**Bibliographie :**

- *JCl. Protection sociale Traité, fasc. 640-18 (fiche de mise à jour)*

**Arrêté 18 mai 2009**

(JO 4 juin 2009)

► **Modifiant :**

Code de procédure pénale

**Mots-clés :**

**Procédure pénale** / OPJ / Examen technique

# Panorama CODES ET LOIS

**Arrêté 20 mai 2009**

(JO 4 juin 2009)

▶ **Venant en application de :**

C. com., art. L. 225-235

▶ **Modifiant :**

Code de commerce

**Mots-clés :**

**Commissaires aux comptes** / Normes d'exercice / Sociétés anonymes

**D. n° 2009-614, 3 juin 2009**

(JO 5 juin 2009)

▶ **Modifiant :**

Code de l'environnement

▶ **Abrogeant :**

D. n° 89-144, 20 févr. 1989

**Mots-clés :**

**Environnement** / Parc national (Guadeloupe)

**D. n° 2009-637, 8 juin 2009**

(JO 9 juin 2009)

▶ **Modifiant :**

Code général des collectivités territoriales ; Code des communes de Nouvelle-Calédonie ; D. n° 94-704, 17 août 1994 ; D. n° 2003-485, 5 juin 2003 ; D. n° 2003-561, 23 juin 2003

**Mots-clés :**

**Collectivités territoriales** / Recensement de la population - Dotations de l'État - Fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France

**À noter :**

Les dispositions du présent décret s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

**D. n° 2009-638, 5 juin 2009**

(JO 9 juin 2009)

▶ **Modifiant :**

Code rural

**Mots-clés :**

**Rural** / Secteur des fruits et légumes / Aides

**D. n° 2009-641 et n° 2009-642,**

**9 juin 2009**

(JO 10 juin 2009)

▶ **Modifiant :**

Code du travail

**Mots-clés :**

**Travail** / Travailleurs handicapés, mutilés de guerre et assimilés / Obligation d'emploi - Aide au poste

**Bibliographie :**

- *Précisions relatives à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés* : D.O Actualité 23/2009, n° 9

- *Obligation d'emploi de travailleurs handicapés et aide au poste* : JCP S 2009, act. 307

- D.O étude S-10 250

**D. n° 2009-645, 9 juin 2009**

(JO 10 juin 2009)

▶ **Modifiant :**

Code de la propriété intellectuelle

**Mots-clés :**

**Propriété intellectuelle** / Brevets / Inventions des fonctionnaires et des agents publics

**D. n° 2009-647 et n° 2009-648,**

**9 juin 2009**

(JO 11 juin 2009)

▶ **Modifiant :**

Code de l'environnement

**Mots-clés :**

**Construction - Urbanisme** / Logements riverains des aérodromes / Insonorisations

**D. n° 2009-649, 9 juin 2009**

(JO 11 juin 2009)

▶ **Modifiant :**

Code de l'environnement ; Code de la santé publique

**Mots-clés :**

**Construction - Urbanisme** / Chaudière / Contrôle périodique de l'efficacité énergétique

**Environnement** / Prévention de la pollution / Chaudière / Contrôle périodique de l'efficacité énergétique

**D. n° 2009-650, 9 juin 2009**

(JO 11 juin 2009)

▶ **Modifiant :**

Code de l'environnement ; Code de la santé publique ; D. n° 55-1397, 22 oct. 1955 ; D. n° 89-647, 12 sept. 1989 ; D. n° 95-260, 8 mars 1995 ; D. n° 96-926, 17 oct. 1996 ; D. n° 2000-376, 28 avr. 2000

**Mots-clés :**

**Environnement** / Littoral / Conseils de rivages / Saint-Barthélemy - Saint-Martin



# Panorama CODES ET LOIS

## D. n° 2009-651, 9 juin 2009

(JO 11 juin 2009)

### ► Portant publication de :

Convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée, signée à Paris le 6 juin 2006

### Mots-clés :

**Procédure pénale** / Extradition / Convention bilatérale / Corée

## D. n° 2009-654, 9 juin 2009

(JO 11 juin 2009)

### ► Modifiant :

Code monétaire et financier

### Mots-clés :

**Droit bancaire et financier** / Cartes bancaires / Observatoire de la sécurité des cartes bancaires

## Arrêté 2 juin 2009

(JO 11 juin 2009)

### ► Modifiant :

Code de procédure pénale

### Mots-clés :

**Procédure pénale** / Contraventions / Amende forfaitaire

## Conseil national des barreaux, Décision 28 mai 2009

(JO 11 juin 2009)

### ► Modifiant :

Règlement intérieur national (RIN) de la profession d'avocat, 12 juill. 2007

### Mots-clés :

**Professions juridiques - judiciaires** / Avocats / Règlement intérieur national (RIN) / Activité de correspondant à la protection des données personnelles

**Droits et libertés publiques** / Traitement automatisé / Activité de correspondant à la protection des données personnelles / Avocats

## D. n° 2009-655, 9 juin 2009

(JO 11 juin 2009)

### ► Modifiant :

Code rural

### Mots-clés :

**Rural** / Régimes de soutien / Politique agricole commune / Dépassements des superficies et des plafonds budgétaires

## D. n° 2009-660, 10 juin 2009

(JO électr. 11 juin 2009)

### ► Modifiant :

Code du sport

### Mots-clés :

**Sport** / Commission professionnelle consultative des « métiers du sport et de l'animation »

### Voir aussi :

Arrêté 10 juin 2009 (JO électr. 11 juin 2009)

## Ord. n° 2009-663, 11 juin 2009

(JO 12 juin 2009)

### ► Prise sur habilitation de :

L. n° 2009-179, 17 févr. 2009 (pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés), art. 27

### ► Modifiant :

Code de l'environnement ; Code de l'urbanisme

### Mots-clés :

**Environnement** / Installations classées / Enregistrement

### Bibliographie :

- Ph. Billet, *L'enregistrement, nouveau régime d'autorisation des installations classées*. - C. Huglo, *Installations classées, troisième régime : simplification et/ou appauvrissement : Environnement 2009, repère 7*

- À propos de l'ordonnance 2009-663 du 11 juin 2009 relative à l'enregistrement de certaines installations classées pour la protection de l'environnement : JCP A 2009, 2160

- Enregistrement de certaines installations classées : JCP E 2009, act. 302

- ICPE : publication de l'ordonnance créant le troisième régime : Environnement 2009, alerte 52

## Ord. n° 2009-664, 11 juin 2009

(JO 12 juin 2009)

### ► Prise sur habilitation de :

L. n° 2008-126, 13 févr. 2008 (réforme de l'organisation du service public de l'emploi)

### ► Modifiant :

Code général des collectivités territoriales ; Code de l'éducation ; Code du travail applicable à Mayotte

### ► Abrogeant :

L. n° 88-1089, 1<sup>er</sup> déc. 1988

### Mots-clés :

**Travail** / Mayotte / Service public de l'emploi - Formation professionnelle

# Panorama CODES ET LOIS

**L. n° 2009-669 du 12 juin 2009, favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet - Loi HADOPI**  
(JO 13 juin 2009)

► **Modifiant :** Code du commerce ; Code de l'éducation ; Code général des impôts ; Code de l'industrie cinématographique ; Code des postes et des communications électroniques ; Code de la propriété intellectuelle ; Code de la sécurité sociale ; Code du travail ; L. n° 82-652, 29 juill. 1982 ; L. n° 86-897, 1<sup>er</sup> août 1986 ; L. n° 86-1067, 30 sept. 1986 ; L. n° 96-299, 10 avr. 1996 ; L. n° 96-659, 26 juill. 1996 ; L. n° 97-283, 27 mars 1997 ; L. n° 99-533, 25 juin 1999 ; L. n° 2004-575, 21 juin 2004 ; L. n° 2006-961, 1<sup>er</sup> août 2006

**Bibliographie :**

- *J.-M. Bruguière, Loi du 12 juin 2009 favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet. - La « petite loi » qui aurait pu être grande : JCP E 2009, 1759*

- *Loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet (HADOPI) : D.O Actualité 24/2009, n° 1*

- *Exonération de taxe professionnelle des services de presse en ligne : RDF 2009, comm. 407*

- *D.O étude A-17 950*

- *L. Draï, La réforme du droit d'auteur des journalistes par la loi n° 2009-669 du 12 juin 2009 : Comm. com. électr. 2009, étude 18*

- *M. Verpeaux, La liberté de communication avant tout. - La censure de la loi Hadopi 1 par le Conseil constitutionnel : JCP G 2009, 274*

- *J.-P. Feldman, Le Conseil constitutionnel, la loi « Hadopi » et la présomption d'innocence : JCP G 2009, 101*

**Voir aussi :**

Cons. const. n° 2008-580 DC, 10 juin 2009 (JO 13 juin 2009)

**Arrêté 8 juin 2009**  
(JO 13 juin 2009)

► **Modifiant :**

Arrêté 23 mars 2009

**Mots-clés :**

**Circulation routière / Véhicules / Immatriculation**

**D. n° 2009-674, 11 juin 2009**  
(JO 13 juin 2009)

► **Modifiant :**

Code rural

**Mots-clés :**

**Rural / Enseignement professionnel agricole**

**D. n° 2009-675 et n° 2009-676, 12 juin 2009**  
(JO 13 juin 2009)

► **Modifiant :**

Code rural

**Mots-clés :**

**Rural / Productions végétales / Comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées**

**D. n° 2009-679, 11 juin 2009**  
(JO 13 juin 2009)

► **Modifiant :**

Code de l'action sociale et des familles ; Code de la santé publique

**Mots-clés :**

**Rural / Mineurs / Accueils collectifs de mineurs à caractère éducatif**

**D. n° 2009-681, 12 juin 2009**  
(JO 14 juin 2009)

► **Modifiant :**

Code de la construction et de l'habitation ; D. n° 97-1198, 19 déc. 1997

**Mots-clés :**

**Construction - Habitation / Construction de bâtiments / Contrôles techniques / Agrément des contrôleurs**

**Bibliographie :**

- *Agrément des contrôleurs techniques de la construction : JCP N 2009, act. 455*

- *Construction : publication d'un décret relatif au contrôleur technique de la construction des bâtiments : Constr. - urb. 2009, alerte 37*

**D. n° 2009-682, 12 juin 2009**  
(JO 14 juin 2009)

► **Modifiant :**

Code monétaire et financier

**Mots-clés :**

**Associations - Fondations / Opérations de banque**

**Droit bancaire et financier / Établissements autorisés à effectuer des opérations de banque / Associations sans but lucratif - Fondations reconnues d'utilité publique**

**Bibliographie :**

- *Opérations de crédit des fondations reconnues d'utilité publique : JCP E 2009, act. 311*

- *Précisions réglementaires sur les opérations de prêts effectuées par les associations et fondations : D.O Actualité 23/2009, n° 18*

- *D.O étude A-71 100*

# Panorama CODES ET LOIS

**D. n° 2009-685, 12 juin 2009**

(JO 14 juin 2009)

► **Modifiant :**

D. n° 91-1197, 27 nov. 1991

**Mots-clés :**

**Professions juridiques - judiciaires** / Avocat / Centres régionaux de formation professionnelle d'avocats (Barreau de la cour d'appel de Paris) / Conseil d'administration

**Bibliographie :**

- *Avocats : conseil d'administration du centre régional de formation professionnelle de Paris : Procédures 2009, alerte 41*

**D. n° 2009-686, 12 juin 2009,**

(JO 14 juin 2009)

► **Modifiant :**

Code rural

**Mots-clés :**

**Rural** / Non-salariés agricoles / Formation professionnelle / Contribution

**L. n° 2009-689, 15 juin 2009,**

**tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et à compléter le Code de justice administrative**

(JO 16 juin 2009)

► **Modifiant :** Code de justice administrative ; Code de la santé publique ; Ord. n° 58-1100,

17 nov. 1958 ; L. n° 82-653, 29 juill. 1982

**Mots-clés :**

**Institutions - Droit parlementaire** / Assemblées parlementaires / Fonctionnement

**Bibliographie :**

- *M. Verpeaux, La loi du 15 juin 2009, une conséquence ordinaire de la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 : JCP G 2009, 69*

- *Présentation du Rapport public 2009 du Conseil d'État : JCP A 2009, act. 833*

**Arrêtés 4 mai 2009 (3 arrêtés)**

(JO 16 juin 2009)

**Mots-clés :**

**Construction - Urbanisme** / Performance énergétique des logements / Avances remboursables des établissements de crédit - « Éco-prêts à taux zéro »

**D. n° 2009-696, 15 juin 2009**

(JO 17 juin 2009)

► **Modifiant :**

D. n° 96-478, 31 mai 1996

**Mots-clés :**

**Construction - Urbanisme** / Profession de géomètre expert / Code des devoirs professionnels

**Bibliographie :**

- *Un décret retouche la réglementation de la profession de géomètre-expert : JCP N 2009, act. 472*

**D. n° 2009-697, 16 juin 2009**

(JO 17 juin 2009)

► **Abrogeant :**

D. n° 84-74, 26 janv. 1984

**Mots-clés :**

**Droit économique** / Système français de normalisation

**Bibliographie :**

- *Révision du système français de normalisation : D.O Actualité 25/2009, n° 19*

- *Nouvelle réglementation applicable à l'AFNOR : JCP E 2009, act. 312*

- *D.O étude A-22 850*

**D. n° 2009-698, 15 juin 2009**

(JO 17 juin 2009)

► **Modifiant :**

Code rural

**Mots-clés :**

**Rural** / Commission supérieure des maladies professionnelles en agriculture

**D. n° 2009-699, 16 juin 2009**

(JO 17 juin 2009)

► **Modifiant :**

Code de la santé publique

**Mots-clés :**

**Santé** / Professionnels de santé / Internes en médecine / Prime de responsabilité

**D. n° 2009-704, 16 juin 2009**

(JO 18 juin 2009)

► **Modifiant :**

Code de commerce

**Mots-clés :**

**Droit commercial** / Soldes / Périodes (dispositions dérogatoires pour tenir compte d'une forte saisonnalité des ventes ou d'opérations commerciales menées dans des régions frontalières) / Listes des départements

**Bibliographie :**

- *Ventes en soldes : périodes dérogatoires : JCP E 2009, act. 313*

- *Dates des soldes dans les zones touristiques ou frontalières : D.O Actualité 23/2009, n° 17*

- *D.O étude A-22 600*

# Panorama CODES ET LOIS

---

**D. n° 2009-705, 16 juin 2009**

(JO 18 juin 2009)

► **Modifiant :**

Code rural

**Mots-clés :**

**Rural** / Enseignement agricole / Brevet de technicien supérieur agricole

**D. n° 2009-706, 16 juin 2009**

(JO 18 juin 2009)

► **Modifiant :**

Code rural

**Mots-clés :**

**Rural** / Politique agricole commune / Droits à paiement unique transférés conjointement au transfert de l'exploitation du cédant / Régime

**L. n° 2009-715, 18 juin 2009,  
relative à l'organe central des caisses  
d'épargne et des banques populaires**

(JO 19 juin 2009)

► **Modifiant :** Code général des impôts ; Code monétaire et financier ; Code rural ; L. n° 99-532, 25 juin 1999 ; L. fin. rect. n° 2008-1061, 16 oct. 2008

**Mots-clés :**

**Droit bancaire et financier** / Caisses d'épargne - Banques populaires / Organe central

**À noter :**

Dans toutes les dispositions législatives et réglementaires, les mots : « la Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance » et « la Banque fédérale des banques populaires » sont remplacés par les mots : « l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires » (art. 2).

**D. n° 2009-716, 18 juin 2009**

(JO 19 juin 2009)

► **Modifiant :**

Code de l'action sociale et des familles ; Code de la consommation ; Code de la construction et de l'habitation ; Code monétaire et financier ; Code des postes et des communications électroniques ; Code rural ; Code de la sécurité sociale ; Code du travail ; D. n° 89-371, 8 juin 1989 ; D. n° 94-648, 22 juill. 1994 ; D. n° 2005-600, 27 mai 2005

**Mots-clés :**

**Action sociale** / Revenu de solidarité active (RSA) / Traitements automatisés de données à caractère personnel - Mesures diverses (Abonnement téléphoniques - Saisies des rémunérations - HLM - Surendettement - Salariés des professions agricoles)

**Ord. n° 2009-717, 18 juin 2009**

(JO 19 juin 2009)

► **Prise sur habilitation de :**

L. n° 2008-596, 25 juin 2008 (modernisation du marché du travail), art. 11

► **Modifiant :**

Code du travail maritime

**Mots-clés :**

**Travail** / Marin / Dispositions diverses (CDD - Période d'essai - Licenciement - Résiliation unilatérale du contrat d'engagement)

**Bibliographie :**

- *Droit du travail applicable aux marins* : JCP E 2009, act. 328

- *Adaptation aux marins des mesures de la loi de modernisation du marché du travail* : D.O Actualité 24/2009, n° 22

- *D.O étude S-50 150*

**Circ. 19 mai 2009**

(JO 19 juin 2009)

**Mots-clés :**

**Associations - Fondations** / Fonds de dotation / Organisation - Fonctionnement - Contrôle

**À noter :**

La loi n° 2008-776 du 4 août 2008 (LME) a créé les fonds de dotation, nouvelles structures dédiées au mécénat.

**D. n° 2009-718, 17 juin 2009**

(JO 19 juin 2009)

► **Modifiant :**

À titre principal : Code de la santé publique ; Également : Code de procédure pénale

**Mots-clés :**

**Santé** / Médicaments à usage humain / Médicaments non utilisés / Collecte - Destruction

# Panorama CODES ET LOIS

**D. n° 2009-722, 18 juin 2009**

(JO 20 juin 2009)

**► Modifiant :**

Code de l'urbanisme

**Mots-clés :**

**Construction - Urbanisme** / Plans locaux d'urbanisme / Procédure de modification simplifiée  
**Construction - Urbanisme** / Règles générales d'aménagement et d'urbanisme / Évaluation environnementale

**Bibliographie :**

- *Les dispositions du PLU pouvant faire l'objet d'une modification simplifiée viennent d'être listées par décret : JCP A 2009, act. 808*  
- *Liste des dispositions du PLU pouvant faire l'objet d'une modification simplifiée : JCP N 2009, act. 510*  
- *Modification simplifiée du PLU : le décret : Constr. - urb. 2009, comm. 97*

**D. n° 2009-723, 18 juin 2009**

(JO 20 juin 2009)

**► Modifiant :**

Code de l'urbanisme

**Mots-clés :**

**Construction - Urbanisme** / Accessibilité des personnes handicapées

**Bibliographie :**

- *G. Godfrin, Modification simplifiée du PLU : le décret : Constr. - urb. 2009, comm. 97*  
- *G. Godfrin, PLU et handicap : le décret : Constr. - urb. 2009, comm. 98*

**D. n° 2009-724, 19 juin 2009**

(JO 20 juin 2009)

**► Modifiant :**

Code pénal

**Mots-clés :**

**Pénal** / Infractions contre la nation, l'État ou la paix publique / Dissimulation illicite du visage à l'occasion de manifestations sur la voie publique

**Bibliographie :**

- *Publication du décret relatif à l'infraction de dissimulation illicite du visage à l'occasion de manifestations : JCP A 2009, act. 811*

**À noter :**

Le fait pour une personne, au sein ou aux abords immédiats d'une manifestation sur la voie publique, de dissimuler volontairement son visage afin de ne pas être identifiée dans des circonstances faisant craindre des atteintes à l'ordre public devient une contravention de la cinquième classe.

**D. n° 2009-729, 18 juin 2009**

(JO 20 juin 2009)

**► Modifiant :**

Code de la santé publique

**Mots-clés :**

**Santé** / Médicaments

**D. n° 2009-738, 19 juin 2009**

(JO 20 juin 2009)

**► Modifiant :**

Code rural

**Mots-clés :**

**Rural** / Tribunaux paritaires des baux ruraux  
**Organisation judiciaire** / Tribunaux paritaires des baux ruraux

**Bibliographie :**

- *Dernières retouches aux modalités d'organisation et de fonctionnement des tribunaux paritaires des baux ruraux : JCP N 2009, act. 494*

**D. n° 2009-739, 19 juin 2009**

(JO 20 juin 2009)

**► Modifiant :**

Code rural

**Mots-clés :**

**Rural** / Travailleurs saisonniers agricoles / Hébergement

**D. n° 2009-740, 19 juin 2009**

(JO 20 juin 2009)

**► Modifiant :**

Code de procédure pénale

**Mots-clés :**

**Procédure pénale** / OPJ / Gendarmerie nationale

**D. n° 2009-741, 19 juin 2009**

(JO 20 juin 2009)

**► Modifiant :**

Code de la santé publique

**Mots-clés :**

**Santé** / Centrales d'achat pharmaceutiques



# Panorama CODES ET LOIS

**D. n° 2009-744, 19 juin 2009**

(JO 20 juin 2009)

► **Modifiant :**

Code de la propriété intellectuelle

**Mots-clés :**

**Propriété intellectuelle** / Rémunération pour copie privée / Commission instituée à l'article L. 311-5 du Code de la propriété intellectuelle

**Arrêté 4 juin 2009**

(JO 23 juin 2009)

► **Abrogeant :**

Arrêté 7 janv. 1991

**Mots-clés :**

**Circulation routière** / Contrôles routiers / Cinémomètres

**D. n° 2009-746, 22 juin 2009**

(JO 23 juin 2009)

► **Modifiant :**

Code de la construction et de l'habitation ; Code général des impôts ; Arrêté 14 févr. 1979 ; Arrêté 28 mars 1988 ; Arrêté 16 mars 1992 ; Arrêté 27 mars 1992 ; Arrêté 29 avr. 1993 ; Arrêté 6 août 1993 ; Arrêté 31 déc. 1994

► **Abrogeant :**

Arrêté 3 mai 1982

**Mots-clés :**

**Construction - Urbanisme** / Employeurs / Participation à l'effort de construction

**Bibliographie :**

- *Modalités d'emploi de la participation des employeurs à l'effort de construction* : JCP A 2009, act. 809  
- *Participation des employeurs à l'effort de construction : modalités d'emploi* : Constr. - urb. 2009, alerte 39

**D. n° 2009-748, n° 2009-749 et**

**n° 2009-750, 22 juin 2009**

(JO 23 juin 2009)

► **Modifiant :**

D. n° 2005-837, 20 juill. 2005 ; D. n° 2007-1405, 28 sept. 2007

► **Abrogeant :**

D. n° 84-145, 27 févr. 1984 ; D. n° 87-312, 5 mai 1987 (Dispositions transitoires : V. D. n° 2009-749, 22 juin 2009, art. 15)

**Mots-clés :**

**Patrimoine** / Monuments historiques / Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'œuvre - Contrôle de la conservation

**Bibliographie :**

- *J.-M. Pontier, Monuments historiques : une nouvelle étape, l'assistance à maîtrise d'ouvrage* : JCP A 2009, 2184  
- *Monuments historiques : les conditions d'accès à l'assistance à maîtrise d'ouvrage des services de l'État précisées par décrets* : JCP A 2009, act. 806  
- *Contrôle des travaux sur les monuments historiques* : JCP N 2009, act. 508

**D. n° 2009-753, 22 juin 2009**

(JO 24 juin 2009)

► **Modifiant :**

Code de l'urbanisme

**Mots-clés :**

**Construction - Urbanisme** / Terrains portant ou destinés à porter des commerces d'une surface de vente comprise entre 300 et 1 000 mètres carrés / Droit de préemption des communes

**Bibliographie :**

- *D. Dutrieux, Mesures réglementaires concernant la préemption sur les terrains portant ou destinés à porter des commerces.* - (D. n° 2009-753, 22 juin 2009) : JCP N 2009, act. 490  
- *Précisions relatives au droit de préemption des communes sur les terrains destinés à l'aménagement commercial* : D.O Actualité 25/2009, n° 18  
- *Droit de préemption des personnes publiques en cas de cession de terrains et commerces* : JCP E 2009, act. 325  
- *Préemption : cession de terrains et commerces d'une surface comprise entre 300 et 1 000 m<sup>2</sup>* : JCP A 2009, act. 810  
- *D.O étude A-16 100 (fiche de mise à jour)*

**D. n° 2009-763, 22 juin 2009**

(JO 24 juin 2009)

► **Modifiant :**

Code du travail

**Mots-clés :**

**Travail** / Formation professionnelle continue / Montant de l'allocation de formation

**Bibliographie :**

- *Allocation de formation et chômage partiel* : JCP S 2009, act. 839  
- *Fixation du plafond de l'allocation de formation des salariés en chômage partiel* : D.O Actualité 25/2009, n° 13  
- *D.O étude S-60 100 (fiche de mise à jour)*

# Panorama CODES ET LOIS

---

**D. n° 2009-764, 23 juin 2009**  
(JO 24 juin 2009)

► **Modifiant :**  
Code des postes et des communications électroniques  
**Mots-clés :**  
**Communication** / Communications électroniques / Commission consultative des communications électroniques

**D. n° 2009-765, 23 juin 2009**  
(JO 24 juin 2009)

► **Modifiant :**  
Code de l'éducation  
**Mots-clés :**  
**Éducation** / Santé scolaire / Prévention des mauvais traitements / Formation initiale et continue des intervenants  
**Bibliographie :**  
- *M. Bruggeman, Protection de l'enfance en danger : perfection du dispositif par la formation des personnels : Dr. famille 2009, alerte 55*

**D. n° 2009-766, 22 juin 2009**  
(JO 24 juin 2009)

► **Modifiant :**  
D. n° 72-678, 20 juill. 1972  
**Mots-clés :**  
**Professions réglementées** / Agent immobilier  
**Bibliographie :**  
- *Exercice par des ressortissants européens des activités de gestion immobilière : JCP N 2009, act. 492*  
- *Exercice par des ressortissants européens : JCP E 2009, act. 326*  
- *Qualification des ressortissants communautaires exerçant la profession d'agent immobilier : D.O Actualité 26/2009, n° 24*  
- *D.O étude A-20 200 (fiche de mise à jour)*

**D. n° 2009-767, 22 juin 2009**  
(JO 24 juin 2009)

**Mots-clés :**  
**Droit des sociétés** / Société coopérative européenne  
**Bibliographie :**  
- *Publication du décret relatif à la société coopérative européenne : D.O Actualité 25/2009, n° 20*  
- *JCl. Sociétés formulaire, fasc. C-8 (fiche de mise à jour)*  
- *Constitution, fonctionnement et dissolution de la SCE : JCP G 2009, 76*

**D. n° 2009-768, 23 juin 2009**  
(JO 24 juin 2009)

► **Modifiant :**  
Code de commerce  
**Mots-clés :**  
**Organisation judiciaire** / Tribunaux de commerce / Fonds détenus par les greffiers des tribunaux de commerce pour le compte de tiers  
**Voir aussi :**  
Arrêté 23 juin 2009 (JO 24 juin 2009)

**D. n° 2009-770, 23 juin 2009**  
(JO 24 juin 2009)

► **Modifiant :**  
Code de l'organisation judiciaire  
**Mots-clés :**  
**Organisation judiciaire** / Tribunaux d'instance - Greffes détachés - Juridictions de proximité - Tribunaux pour enfants / Sièges et ressort

**D. n° 2009-771, 23 juin 2009**  
(JO 24 juin 2009)

► **Modifiant :**  
Code rural ; D. n° 2007-821, 11 mai 2007  
**Mots-clés :**  
**Rural** / Chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole / Retraite progressive

**D. n° 2009-774, 23 juin 2009**  
(JO 24 juin 2009)

► **Modifiant :**  
Code de la santé publique  
**Mots-clés :**  
**Santé** / Établissements et services de santé / Personnes habilitées à faire certains prélèvements / Pharmaciens biologistes

# Panorama CODES ET LOIS

## D. n° 2009-775, 23 juin 2009

(JO 24 juin 2009)

### ► Modifiant :

Code général des collectivités territoriales ; Code de la sécurité sociale ; Code du travail

### Mots-clés :

**Travail** / Employeurs / Versements destinés aux transports en communs - Formation - Apprentissage

### Bibliographie :

- *Harmonisation des règles de décompte des effectifs pour certaines obligations sociales* : D.O Actualité 25/2009, n° 16

- *Clarification des modalités de calcul des seuils d'effectif* : JCP S 2009, act. 341

- D.O étude S-75 800

## D. n° 2009-776, 23 juin 2009

(JO 24 juin 2009)

### ► Modifiant :

Code général des collectivités territoriales ; Code de la sécurité sociale

### Mots-clés :

**Travail** / Employeurs / Versements aux communes destinés aux transports en communs / Calcul

### Bibliographie :

- *Harmonisation des règles de décompte des effectifs pour certaines obligations sociales* : D.O Actualité 25/2009, n° 16

- *Clarification des modalités de calcul des seuils d'effectif* : JCP S 2009, act. 341

- D.O étude S-75 800

## D. n° 2009-780, 23 juin 2009

(JO 25 juin 2009)

### ► Modifiant :

Code de la route ; D. n° 99-752, 30 août 1999

### Mots-clés :

**Circulation routière** / Transports exceptionnels / Transports de bois

## D. n° 2009-785, 23 juin 2009

(JO 25 juin 2009)

### ► Modifiant :

Code de procédure pénale

### Mots-clés :

**Procédure pénale** / Fichier national automatisé des empreintes génétiques / Accès d'organisations internationales et d'États étrangers

## D. n° 2009-787, 23 juin 2009

(JO 25 juin 2009)

### ► Modifiant :

Code de l'urbanisme

### Mots-clés :

**Construction - Urbanisme** / Fonds régionaux d'aménagement foncier et urbain

## D. n° 2009-788 et n° 2009-789, 23 juin 2009

(JO 25 juin 2009)

### ► Modifiant :

Code rural ; Code de la sécurité sociale

### Mots-clés :

**Prestations sociales** / Assurance vieillesse et veuvage (pension de réversion) - Allocation de solidarité aux personnes âgées

### Bibliographie :

- *JCl. Protection sociale Traité, fasc. 436-20 (fiche de mise à jour)*

## D. n° 2009-790, 23 juin 2009

(JO 25 juin 2009)

### ► Modifiant :

Code de la mutualité

### Mots-clés :

**Assurance - Mutualité** / Unions mutualistes de groupe

### Bibliographie :

- *Unions mutualistes de groupe ?* : JCP E 2009, act. 335

## D. n° 2009-791, 23 juin 2009

(JO 25 juin 2009)

### ► Modifiant :

Code rural

### ► Abrogeant :

D. n° 99-1095, 15 déc. 1999 ; D. n° 2003-1003, 14 oct. 2003

### Mots-clés :

**Rural** / Enseignement agricole / Établissements supérieurs agricoles privés

## D. n° 2009-792, 23 juin 2009

(JO 25 juin 2009)

### ► Modifiant :

Code rural

### Mots-clés :

**Rural - Santé** / Produits phytopharmaceutiques / Préparations naturelle peu préoccupante

# Panorama CODES ET LOIS

**D. n° 2009-793 et n° 2009-794,**  
**23 juin 2009**  
(JO 25 juin 2009)

► **Modifiant :**  
Code rural ; Code de la sécurité sociale  
**Mots-clés :**  
**Rural** / Protection sociale / Tutelle des régimes de protection sociale agricole

**Ord. n° 2009-797, n° 2009-798**  
**et n° 2009-799, 24 juin 2009**  
(JO 26 juin 2009)

► **Prises sur habilitation de :**  
L.O. n° 99-209, 19 mars 1999 (relative à la Nouvelle-Calédonie) et L.O. n° 2004-192, 27 févr. 2004 (portant statut d'autonomie de la Polynésie française)  
► **Modifiant :**  
Code monétaire et financier  
**Mots-clés :**  
**Droit bancaire et financier** / Outre-mer / Adaptation de dispositions

**D. n° 2009-800, 24 juin 2009**  
(JO 26 juin 2009)

**Mots-clés :**  
**Travail** / SMIC / Revalorisation  
**Bibliographie :**  
- *Revalorisation du SMIC au 1<sup>er</sup> juillet : JCP S 2009, act. 342*  
- *JCl. Protection sociale Traité, fasc. 640-30, Annexe 1 à Annexe 5 (fiche de mise à jour)*

**Arrêté 23 juin 2009**  
(JO 26 juin 2009)

**Mots-clés :**  
**Prestations sociales** / Allocation logement / Majoration forfaitaire représentative des charges

**D. n° 2009-801, 23 juin 2009**  
(JO 26 juin 2009)

► **Modifiant :**  
Code de la santé publique  
**Mots-clés :**  
**Santé** / Établissements de santé / Groupements de coopération sanitaire / Transfert de compétences

**D. n° 2009-802, 24 juin 2009**  
(JO 26 juin 2009)

► **Modifiant :**  
Code de la santé publique  
**Mots-clés :**  
**Santé** / Établissements de transfusion sanguine

**Arrêté 29 mai 2009**  
(JO 27 juin 2009)

► **Abrogeant :**  
Arrêté 1<sup>er</sup> juin 2001  
**Mots-clés :**  
**Transports** / Transports de marchandises dangereuses par voies terrestres

**Arrêté 15 juin 2009**  
(JO 27 juin 2009)

► **Modifiant :**  
Code de procédure pénale ; Arrêté 2 juin 2009  
**Mots-clés :**  
**Procédure pénale** / Contravention / Amende forfaitaire

À noter également les principaux textes parus au *Journal Officiel* du 8 juillet au 18 septembre 2009.

! Ces textes seront intégrés dans votre collection **CODES ET LOIS - Droit public - Droit privé** lors de la prochaine mise à jour 1, 2010 (n° 245).

› JO du 8 juillet 2009

**Loi n° 2009-832 du 7 juillet 2009** modifiant le mode de scrutin de l'élection de l'Assemblée de Corse et certaines dispositions relatives au fonctionnement de la collectivité territoriale de Corse (*modifiant le Code général des collectivités territoriales et le Code électoral*) ; **Loi n° 2009-833 du 7 juillet 2009** portant création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants (*modifiant le Code de l'éducation et le Code de la santé publique. - entrée en vigueur à compter de l'année universitaire 2010-2011*)

› JO du 9 juillet 2009

**Décret n° 2009-836 du 7 juillet 2009** portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la coopération transfrontalière en matière judiciaire, policière et douanière, signé à Paris le 9 octobre 2007 (*accord entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2009*)

› JO du 10 juillet 2009

**Décret n° 2009-841 du 8 juillet 2009** modifiant la nomenclature des installations classées (*modifiant le Code de l'environnement*)

# Panorama CODES ET LOIS

---

› JO du 16 juillet 2009

**Ordonnance n° 2009-864 du 15 juillet 2009** relative aux contrats de concession de travaux publics (*modifiant le Code général des collectivités territoriales, le Code de la construction et de l'habitation, le Code de justice administrative, le Code de l'organisation judiciaire*) ; **Ordonnance n° 2009-865 du 15 juillet 2009** relative à l'application à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis-et-Futuna de l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (*modifiant le Code de commerce et le Code monétaire et financier*) ; **Ordonnance n° 2009-866 du 15 juillet 2009** relative aux conditions régissant la fourniture de services de paiement et portant création des établissements de paiement (*modifiant le Code de commerce, le Code de la consommation et le Code monétaire et financier*)

› JO du 18 juillet 2009

**Décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009** pris pour application de l'article L. 561-15-II du Code monétaire et financier (*Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme*)

› JO du 22 juillet 2009

**Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009** portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (*modifiant divers codes et textes*) ; **Décret n° 2009-881 du 21 juillet 2009** relatif au recouvrement des indus de prestations familiales, d'allocations aux adultes handicapés et d'aides personnelles au logement (*modifiant le Code de la construction et de l'habitation et le Code de la sécurité sociale*)

› JO du 23 juillet 2009

**Ordonnance n° 2009-884 du 22 juillet 2009** portant extension en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis-et-Futuna de dispositions des ordonnances n° 2009-79 du 22 janvier 2009 créant l'Autorité des normes comptables et n° 2009-107 du 30 janvier 2009 relative aux sociétés d'investissement à capital fixe, aux fonds fermés étrangers et à certains instruments financiers (*modifiant le Code monétaire et financier*)

› JO du 24 juillet 2009

**Loi n° 2009-888 du 22 juillet 2009** de développement et de modernisation des services touristiques (*modifiant divers codes et textes*) ; **Décret n° 2009-889 du 22 juillet 2009** relatif aux concessions d'aménagement (*modifiant le Code de l'urbanisme*)

› JO du 25 juillet 2009

**Ordonnance n° 2009-894 du 24 juillet 2009** relative aux mesures de police et aux sanctions applicables aux transferts transfrontaliers de déchets (*modifiant le Code de l'environnement*) ; **Ordonnance n° 2009-896 du 24 juillet 2009** portant actualisation du droit commercial et du droit pénal applicables en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis-et-Futuna (*modifiant le Code de commerce*) ; **Ordonnance n° 2009-897 du 24 juillet 2009** relative à l'évaluation prudentielle des acquisitions et des augmentations de participation dans des entités du secteur financier (*modifiant le Code des assurances et le Code monétaire et financier*) ; **Ordonnance n° 2009-901 du 24 juillet 2009** relative à la partie législative du Code du cinéma et de l'image animée (*modifiant notamment le Code de l'industrie cinématographique, le Code du patrimoine, le Code de propriété intellectuelle et le Code du travail*)

› JO du 26 juillet 2009

**Décret n° 2009-908 du 24 juillet 2009** relatif à la prestation d'accueil du jeune enfant (*modifiant le Code de la sécurité sociale*)

› JO du 29 juillet 2009

**Décret n° 2009-920 du 28 juillet 2009** modifiant les dispositions réglementaires du chapitre IV du titre Ier du livre IX du Code de l'éducation et portant extension de ces dispositions à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie française (*modifiant le Code de l'éducation*)

› JO du 30 juillet 2009

**Décret n° 2009-926 du 29 juillet 2009** relatif à l'examen par le Conseil d'État des propositions de loi (*modifiant le Code de justice administrative*)

› JO du 31 juillet 2009

**Loi n° 2009-928 du 29 juillet 2009** relative à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense (*modifiant divers codes et textes*) ; **Ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009** portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (*modifiant le Code électoral*) ; **Ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009** relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France (*modifiant le Code électoral*)

› JO du 2 août 2009

**Décret n° 2009-957 du 29 juillet 2009** relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles des ressortissants des États membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen pour l'exercice des professions de préparateur en pharmacie et préparateur en pharmacie hospitalière, d'auxiliaires médicaux et de conseiller en génétique (*modifiant le Code de la santé publique*) ; **Décret n° 2009-958 du 29 juillet 2009** relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles des ressortissants des États membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen pour l'exercice des professions de médecin, de chirurgien-dentiste, de sage-femme, de pharmacien, de directeur et directeur adjoint de laboratoire d'analyses de biologie médicale (*modifiant le Code de la santé publique*)

› JO du 5 août 2009

**Loi n° 2009-967 du 3 août 2009** de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (*modifiant notamment le Code général des collectivités territoriales, le Code du patrimoine et le Code de l'urbanisme*)

# Panorama CODES ET LOIS

---

› JO du 6 août 2009

**Loi organique n° 2009-969 du 3 août 2009** relative à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et à la départementalisation de Mayotte (*modifiant notamment le Code général des collectivités territoriales, le Code de justice administrative et le Code des juridictions financières*) ; **Loi n° 2009-970 du 3 août 2009** relative à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances (*modifiant notamment le Code électoral, le Code de justice administrative et le Code des juridictions financières*) ; **Loi n° 2009-971 du 3 août 2009** relative à la gendarmerie nationale (*modifiant notamment le Code général des collectivités territoriales, le Code de la défense, le Code électoral, le Code pénal et le Code de procédure pénale*) ; **Loi n° 2009-972 du 3 août 2009** relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique (*modifiant notamment le Code des assurances, le Code de la défense, le Code de l'éducation, le Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et le Code du travail*)

› JO du 11 août 2009

**Loi n° 2009-974 du 10 août 2009** réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires (*modifiant le Code du travail*)

› JO du 21 août 2009

**Décret n° 2009-976 du 20 août 2009** relatif aux ressources prises en compte pour le calcul du droit aux prestations familiales et aux allocations de logement (*modifiant le Code de la sécurité sociale*) ; **Décret n° 2009-982 du 20 août 2009** relatif aux pénalités financières prévues à l'article L. 162-1-14 du Code de la sécurité sociale et à diverses mesures intéressant la lutte contre la fraude (*modifiant le Code de la sécurité sociale*)

› JO du 27 août 2009

**Ordonnance n° 2009-1019 du 26 août 2009** portant extension et adaptation outre-mer des dispositions relatives à la télévision numérique terrestre ; **Décret n° 2009-1010 du 25 août 2009** relatif à l'indemnisation des conseillers prud'hommes et **Décret n° 2009-1011 du 25 août 2009** relatif aux modalités d'indemnisation des conseillers prud'hommes (*modifiant le Code du travail. - entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2009*)

› JO du 29 août 2009

**Décret n° 2009-1049 du 27 août 2009** relatif au temps de travail de certains enfants du spectacle (*modifiant le Code du travail*)

› JO du 3 septembre 2009

**Décret n° 2009-1083 du 1<sup>er</sup> septembre 2009** portant application du Code de la consommation en ce qui concerne les mesures d'exécution prévues à l'article L. 214-1 de ce code (*Dispositions relatives à la conformité des produits et services*). - (*modifiant le Code de la consommation*)

› JO du 4 septembre 2009

**Décret n° 2009-1086 du 2 septembre 2009** tendant à assurer l'effet utile des directives 89/665/CEE et 92/13/CEE et modifiant certaines dispositions applicables aux marchés publics (*modifiant le Code des marchés publics et le Code de procédure civile*) ; **Décret n° 2009-1087 du 2 septembre 2009** relatif aux obligations de vigilance et de déclaration pour la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (*modifiant le Code monétaire et financier*)

› JO du 5 septembre 2009

**Décret n° 2009-1090 du 4 septembre 2009** relatif à l'Agence nationale de l'habitat (*Modifiant le Code de la construction et de l'habitation. - entrée en vigueur, pour l'essentiel des dispositions, le 5 octobre 2009*)

› JO du 9 septembre 2009

**Décret n° 2009-1101 du 7 septembre 2009** pris pour l'application de l'article L. 5141-8 du Code de la santé publique (*modifiant le Code de la santé publique*)

› JO du 11 septembre 2009

**5 Arrêtés du 2 septembre 2009** modifiant le Code de procédure pénale (*quatrième partie : Arrêtés*) et relatif aux établissements pénitentiaires (*établissements : affectés à l'exécution des peines et aux services pénitentiaires d'insertion et de probation. - recevant des mineurs. - affectés à l'exécution des peines. - spécialisés pour mineurs et aux services pénitentiaires d'insertion et de probation*)

› JO du 15 septembre 2009

**Décret n° 2009-1114 du 11 septembre 2009** relatif à la carte de résident délivrée pour une contribution économique exceptionnelle (*modifiant le Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile*)

› JO du 18 septembre 2009

**Décret n° 2009-1123 du 17 septembre 2009** relatif aux archives du Conseil constitutionnel



# Calendrier CODES ET LOIS

---

- **11 août 2009** : Pandémie grippale et plan de continuité de l'activité (PCA) des entreprises. - Les recommandations pratiques de la CNIL.  
À consulter sur : <http://www.cnil.fr>
  
- **1<sup>er</sup> septembre 2009** : Remise au président de la République du rapport du Comité de réflexion sur la justice pénale présidé par M. P. Léger.  
*Bibliographie* : H. Matsopoulou, À propos du rapport Comité de réflexion sur la justice pénale : *JCP G 2009, n° 38, 236.*
  
- **2 septembre 2009** : Le Conseil d'État annule le décret n° 2008-993 du 22 septembre 2008 autorisant l'emploi par les agents de police municipale de pistolets à impulsions électriques ("taser"). Le décret de 2008 (modifiant le décret n° 2000-276 du 24 mars 2000 relatif à l'armement des agents de police municipale) avait étendu leur usage aux agents de police municipale. Le Conseil d'État annule cette disposition, jugeant que les particularités et les dangers spécifiques de cette arme d'un type nouveau imposent que son usage soit encadré et contrôlé. - Conseil d'État, 5<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> sous-sections réunies, 2 sept. 2009, n° 318584 - 321715, Ass. RÉSEAU D'ALERTE ET D'INTERVENTION POUR LES DROITS DE L'HOMME : *JurisData n° 2009-008066.*
  
- **7 septembre 2009** : Remise du rapport 2008 du Haut Conseil du commissariat aux comptes au Garde des sceaux.  
À consulter sur le site du Haut Conseil du commissariat aux comptes : <http://www.h3c.org>
  
- **14 septembre 2009** : Session extraordinaire du Parlement (D. 29 juill. 2009 : *JO 30 juill. 2009*)
  
- **1<sup>er</sup> octobre 2009** : Entrée en vigueur du décret n° 2009-198 du 18 février 2009 relatif à la durée de diffusion par la Banque de France des informations afférentes aux dirigeants et aux entrepreneurs.
  
- **1<sup>er</sup> novembre 2009** : Création du tribunal administratif de Montreuil (D. n° 2009-945, 29 juill. 2009 portant création d'un tribunal administratif à Montreuil et modifiant le Code de justice administrative : *JO 1<sup>er</sup> août 2009*). Le ressort de cette nouvelle juridiction s'étend sur tout le département de la Seine-Saint-Denis. En outre, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, le contentieux du département des Hauts-de-Seine, qui dépend aujourd'hui du tribunal de Versailles, sera transféré au tribunal de Cergy-Pontoise.
  
- **1<sup>er</sup> novembre 2009** : Entrée en vigueur des dispositions des articles L. 331-5 à L. 331-45 du Code de la propriété intellectuelle issus de la loi n° 2009-669 du 12 juin 2009 (loi HADOPI).
  
- **1<sup>er</sup> novembre 2009** : Entrée en vigueur des dispositions modifiant le Code de commerce, Code monétaire et financier, le Code de la consommation issues de l'ordonnance n° 2009-866 du 15 juillet 2009 relative aux conditions régissant la fourniture de services de paiement et portant création des établissements de paiement.
  
- **20 novembre 2009** : La Convention relative aux droits de l'enfant adoptée par l'assemblée générale des Nations unies le 20 novembre 1989 fête ses vingt ans (V. D. n° 90-917, 8 oct. 1990 portant publication de ladite convention). Elle est entrée en vigueur en France le 6 septembre 1990.  
*Bibliographie* : P. Murat, Vingtième anniversaire de la CIDE : *Dr. famille 2009, repère 1* ; M. Bruggeman, Rapport au Comité des droits de l'enfant des Nations Unies : bilan en demi-teinte des avancées du droit français... : *Dr. famille 2009, alerte 27*  
*Voir aussi* : M. Bruggeman, Les droits de l'enfant en Europe : bilan et perspectives... : *Dr. famille 2008, alerte 80*
  
- **31 décembre 2009** : Il y a vingt ans été votée la loi Neiertz (L. n° 89-1010, 31 déc. 1989) relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles. Elle est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1990. En 1993, ses dispositions ont été insérées dans le Code de la consommation (art. L. 331-1 et s.).
  
- **Janvier 2010** : Élection des membres assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux (V. L. n° 2007-1821, 24 déc. 2007, art. 6)

## Un nouveau venu : Le Code du cinéma et de l'image animée<sup>1</sup>

La loi n° 2009-258 du 5 mars 2009 relative à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision autorisait le Gouvernement à procéder par ordonnance d'une part, à la modernisation du droit du cinéma et des autres arts et industries de l'image animée et, d'autre part, au regroupement, au sein d'un code, de l'ensemble des textes de valeur législative, codifiés ou non, relatifs à ces domaines (art. 71). C'est chose faite avec la publication de l'ordonnance n° 2009-901 du 24 juillet 2009 (*JO 25 juill. 2009*).

Déjà en 1996, le Gouvernement annonçait la création d'un Code de la communication et du cinéma<sup>2</sup>. Ce texte constituait une actualisation du projet déposé au Parlement en 1993. Le projet n'avait pas abouti.

Le nouveau code est quant à lui restreint au domaine du cinéma et de l'image animée. La matière était jusqu'alors régie par le Code de l'industrie cinématographique, datant de 1956 et divers textes épars. Ce code (à l'exception de son article 11) est abrogé.

Le nouveau code comporte cinq livres, traitant successivement de l'organisation administrative, des professions et activités, du financement et de la fiscalité du cinéma et des autres arts et industries de l'image animée, des contrôles et sanctions, enfin de l'outre-mer. Le CNC (Centre national de la cinématographie) devient le Centre national du cinéma et de l'image animée. Son organisation et ses missions sont modernisées et clarifiées.

## Commission supérieure de codification : Rapport 2008

La Commission supérieure de codification a rendu en août 2009 son dix-neuvième rapport annuel. La commission fait le bilan de la codification en 2008, revenant notamment sur l'événement majeur de l'année avec la publication du nouveau **Code du travail**. Les travaux de la Commission en 2008 ont porté sur la refonte du **Code de la consommation** (parties législative et réglementaire) prévue par la loi n° 2008-3 du 3 janvier 2008 (art. 35). La commission a également entamé son travail sur la refonte du **Code électoral**. La refonte de la partie législative de ce dernier sera adoptée par la voie parlementaire (et non par voie d'ordonnance) en raison de l'extrême sensibilité de ce code et de l'importance de la matière. Des parlementaires sont étroitement associés à ces travaux. L'adoption du code ainsi rénové est prévue pour 2010.

Ont également été examinés par la commission le **Code des voies civiles d'exécution**<sup>3</sup>, le **Code de la sécurité intérieure** et la partie réglementaire du **Code général de la propriété des personnes publiques**.

Le rapport fait état des difficultés rencontrées dans l'avancement de certains codes : **Codes des métiers et de l'artisanat**, **Code des transports**, **Code minier** et **Code de l'énergie**. Ces quatre projets ne disposent plus d'habilitation pour leur adoption par ordonnance. La commission déplore également le retard pris pour la codification des parties réglementaires du **Code de la recherche** et du **Code du patrimoine** pour lesquels les travaux ne sont pas encore entrepris. Comme dans ses rapports précédents, la commission souligne les inconvénients d'un décalage important entre la publication de la partie législative et celle de la partie réglementaire.

La commission s'est interrogée sur les chantiers de codification à venir. Elle estime que la possibilité d'élaboration de codes totalement nouveaux s'épuise. Elle cite cependant au titre des codifications nouvelles à mettre en œuvre le **Code de la comptabilité publique**, le **Code de la communication**, le **Code de la fonction publique** et le **Code de la commande publique**. La création de ce dernier avait été inscrite dans le projet de loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés adopté en janvier 2009 (L. n° 2009-179, 17 févr. 2009). Cette disposition a été censurée par le Conseil constitutionnel (Cons. const. n° 2009-575 DC, 12 févr. 2009 : *JO 18 févr. 2009*). Curieusement, cette habilitation excluait du périmètre de codification le Code des marchés publics. La commission quant à elle considère que ce code « ne présente un intérêt que s'il intègre le Code des marchés publics et s'il ne s'agit pas d'une codification à droit complètement constant ».

Mais la commission considère que les enjeux actuels de la codification, plus que la création de codes nouveaux, sont la maintenance, la modification et la refonte des codes existants. Elle estime cependant que la refonte doit être limitée au cas où un code a un plan et une structure devenus illisibles. La refonte entraîne en effet une nouvelle numérotation des articles, source d'inconvénients pratiques pour les utilisateurs. Suivant ce critère, peu de codes justifient aujourd'hui une refonte. Outre le Code électoral, dont les travaux ont commencé, la commission considère que deux codes pourraient être refondus à bon escient : le **Code général des impôts** et le **Code de procédure pénale**.

Enfin, le rapport fait état des nouvelles difficultés techniques de codification rencontrées au cours de l'année 2008 (codifications des lois organiques, incidence de la jurisprudence « Commune d'Annecy » sur les domaines respectifs de la loi et du règlement).

<sup>1</sup> Voir aussi l'entretien avec M<sup>e</sup> P. Kamina, page 3.

<sup>2</sup> *Projet de loi portant Code de la communication (partie législative) présenté au nom de M. E. Balladur, Premier ministre, par M. A. Carignon, Ministre de la communication : Doc. AN 7 avr. 1993, n° 3, 169 p. ; Projet de loi portant Code de la communication et du cinéma. Partie législative : Doc. Sénat, 1996-1997 ; E. Deriaux, Le projet de loi portant Code de la communication et du cinéma : JCP G, 1997, I 4007 ; J.-P. Albertini, Vers un Code de la communication : Légipresse, n° 102.II.45-56 ; E. Derieux, Le Code de la communication et du cinéma : Légipresse, n° 138.II.15-16.*

<sup>3</sup> Voir aussi : *Quest. AN n° 842, JO AN 30 juin 2009*

# UNE COLLECTION PRESTIGIEUSE

Près de 90 codes officiels, 25 000 textes s'échelonnant de 1539 à nos jours et compilés en 32 volumes.

En supplément, le *Cahier législatif*, vous est offert et vous propose notamment un aperçu de tous les textes intégrés à chaque mise à jour trimestrielle.

**CODES ET LOIS** se décline également en CD-Rom mensuel et permet des recherches ciblées et exhaustives dans l'ensemble de la collection.

Rendez-vous sur <http://boutique.lexisnexis.fr>



**Gagnez du temps  
et conservez la fraîcheur juridique de vos collections :**

Les Agents-Classeurs LexisNexis sont à votre disposition pour classer les mises à jours de toutes vos encyclopédies.

Contactez-nous au 0800.808.809 ou par mail : [classement@lexisnexis.fr](mailto:classement@lexisnexis.fr)

 LexisNexis®